ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 22 février 1963, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur la protection de la jeunesse", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 16 mai 1963, a donné le 5 juin 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e februari 1963 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de jeugdbescherming", zoals het door de Minister op 16 mei 1963 werd gewijzigd, heeft de 5e juni 1963 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATIONS GENERALES.

Dans l'avis qu'il a donné le 7 octobre 1957, relativement au projet de loi sur la protection des mineurs d'âge (Doc. Parl., Chambre des Représentants, 885, 1957/1958, n° 1), le Conseil d'Etat a appelé l'attention du Gouvernement sur le problème de la compatibilité des pouvoirs accordés au tribunal à l'égard des mineurs d'âge, avec les articles 7 et 9 de la Constitution qui garantissent la liberté individuelle.

Les références contenues dans cet avis n'ont donc pas lieu d'être reproduites. On se bornera à relever que si la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance et la loi de défense sociale du 9 avril 1930 témoignent d'interprétations qui ont atténué le caractère absolu des règles contenues dans les articles 7 et 9 susdits, l'obligation constitutionnelle demeure de subordonner à de sérieuses garanties, toute atteinte à la liberté individuelle.

Selon le projet l'autorité judiciaire est seule compétente, ainsi que le souligne l'exposé des motifs, "pour prendre, avec les garanties requises, des mesures restrictives de la liberté des familles". Il appartient désormais au législateur d'apprécier si ces garanties sont suffisantes. L'énumération de celles-ci figurait dans l'avis du Conseil d'Etat du 7 octobre 1957 et le projet en a largement tenu compte.

\+

\+ \+

.../...

Aux termes de l'article 1er du projet, le comité de protection de la jeunesse est chargé d'intervenir lorsque "la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation d'un mineur est mise en danger". C'est également dans ces cas que l'article 25 permet au tribunal de la jeunesse de prononcer une mesure d'assistance éducative à l'égard des personnes qui ont la garde du mineur et que l'article 32, 2°, permet au même tribunal de prendre des mesures à l'égard du mineur.

Le projet de loi qui a fait l'objet de l'avis du 7 octobre 1957 prévoyait l'intervention du comité de protection et celle du tribunal des mineurs dans les cas où "la santé, la sécurité ou la moralité" du mineur est mise en danger. Il n'y était pas question de "l'éducation".

Si la santé et la sécurité sont des notions qui ne suscitent guère de controverses par cela qu'elles se basent sur des éléments concrets et généralement admis, les notions de moralité, et surtout d'éducation, peuvent, suivant le milieu, les origines, les appartenances philosophiques ou politiques, être diversement interprétées.

L'éducation comprend notamment le développement des facultés intellectuelles et morales de l'enfant. Elle peut être conçue en fonction des tendances de celui qui en est chargé et de l'idéal qu'il poursuit. Celui-ci diffère d'individu à individu et l'opinion que l'on peut avoir quant à sa valeur est dans une certaine mesure subjective.

.../...

La formule très large adoptée par le projet qui emploie le mot "éducation" sans autre précision, pourrait être interprétée comme donnant au juge une mission dans laquelle cet élément subjectif jouerait un rôle important. Tenu de statuer, le magistrat aurait parfois l'obligation de se prononcer sur la valeur d'une formation éducative jugée dangereuse par les uns, et excellente par les autres.

Selon l'exposé des motifs du projet, et notamment le commentaire de l'article 32, 2°, l'intention du Gouvernement n'est cependant pas de permettre au juge de s'immiscer dans un domaine où une telle ingérence n'a point été admise jusqu'ici par le législateur. L'exposé des motifs contient en effet cette considération : "L'état de danger pour la santé, la sécurité ou la moralité ou l'éducation du mineur peut résulter notamment, soit du fait que le mineur se livre à la prostitution, à la débauche, ou qu'il cherche ses ressources dans le jeu, des trafics ou des occupations qui l'exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la délinquance, soit des carences éducatives et du manque de surveillance des parents ou nourriciers, soit du fait que les parents négligent de prendre les mesures appropriées à l'égard des enfants malades, déficients ou présentant des troubles de comportement".

Et, plus loin, au sujet des enfants déficients, l'exposé des motifs ajoute : "Trop souvent des parents, après avoir accepté le placement préconisé par des organismes médicaux ou sociaux, entendent retirer l'enfant

.../...

de l'institution soit après un séjour trop bref, soit dès qu'il est en âge de rapporter un certain salaire. En pareil cas, si le retrait prématuré s'avère préjudiciable à la santé physique ou morale de l'enfant, le tribunal de la jeunesse pourra maintenir le placement en l'ordonnant sur pied de l'article 32, 2°".

Ces passages indiquent à quelle préoccupation le Gouvernement a répondu en introduisant dans le projet le mot "éducation" : il ne faut pas que l'ignorance, la négligence ou l'égoïsme des parents empêchent l'enfant de bénéficier des conditions d'éducation qui lui sont offertes eu égard à son état physique et intellectuel. Dès lors, il semble que les intentions du Gouvernement seraient exprimées avec plus de précision si, dans les articles 1er, 25 et 32, 2°, le mot "éducation" était remplacé par l'expression "les conditions d'éducation".

A ce sujet, il y a lieu de constater que, si l'article 25 envisage, sans autre précision, le cas où la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation du mineur est compromise, les articles 1er et 32, 2°, limitent l'intervention du comité de protection ou du tribunal de la jeunesse aux cas où la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation est mise en danger, soit par le milieu dans lequel le mineur est élevé, soit par les activités auxquelles il se livre. Si cette restriction se conçoit quand il s'agit de santé, de sécurité, ou de moralité, il n'en est pas de même en ce qui concerne l'éducation : ce n'est ni le milieu en lui-même, ni les activités du mineur qui compromettront les possibilités d'éducation de celui-ci : c'est le comportement des parents qui, en l'occurrence, lui sera nuisible.

.../...

Dès lors, il serait préférable de prévoir dans ces deux articles l'intervention du comité ou du tribunal lorsque la santé, la sécurité ou la moralité du mineur est mise en danger, soit en raison du milieu où il est élevé, soit par les activités auxquelles il se livre soit lorsque les conditions de son éducation sont compromises par le comportement des personnes qui en ont la garde .

II. EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Suivant l'exposé des motifs, un comité de protection de la jeunesse est créé au chef-lieu de chaque arrondissement "judiciaire". Cette précision devrait être reprise à l'article 1er.

Article 2.

Aux termes de l'alinéa 2, un cinquième des membres au moins du comité de la jeunesse sont nommés sur proposition "du Ministre de l'Education nationale et de la Culture". Etant donné que la dénomination et les attributions des Ministres varient, il serait préférable de désigner le Ministre compétent par la matière qui entre dans ses attributions. Il y aurait, dès lors, lieu d'écrire : "Ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions" et "Ministre ayant la santé publique et la famille dans ses attributions".

.../...

Article 3.

Cet article, en définissant les missions des comités de protection de la jeunesse, règle une matière dont il est déjà question à l'article 1er. Il y aurait lieu de fusionner ces deux articles.

\+

\+ +

Si, dans l'intention du Gouvernement, le 2° de l'article 3 a pour objet de confier aux comités de protection de la jeunesse le soin, non seulement de signaler aux autorités compétentes "les faits qui constituent une menace pour la santé physique ou morale de la jeunesse", mais également de porter à leur connaissance des faits qui mettent en danger la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation de mineurs déterminés, il importerait que le texte le précise.

\+

\+ +

Aucune disposition du projet ne définit ni n'organise "l'action sociale préventive" prévue à l'article 3, 3°.

\+

\+ +

Les 1°, 2° et 3° de l'article 3 déterminent des attributions que les comités de protection de la jeunesse exerceront d'office et qui ne sont pas prévues par d'autres dispositions du projet. Les 4°, 5° et 6°,

.../...

au contraire, énumèrent une série de missions que d'autres articles du projet permettent à certaines autorités de confier à ces comités - l'assistance éducative prévue au 4° peut être confiée au comité de protection en vertu de l'article 26 du projet; la tutelle des allocations familiales, objet du 5°, est prévue à l'article 24; les responsabilités confiées aux comités dont parle le 6° sont prévues à l'article 11 qui modifie l'article 268 du Code civil, ainsi qu'aux articles 33, 38 et 70.

Les 4°, 5° et 6° de l'article 3 n'ont donc aucune portée juridique propre et font double emploi avec les dispositions prérappelées. Ils pourraient être remplacés par une disposition rédigée en termes plus généraux.

Article 4.

Les alinéas 3 à 5 de cet article règlent une matière autre que celle qui fait l'objet des alinéas 1er et 2; il serait préférable de les reprendre dans des articles distincts.

\+

\+ \+

L'alinéa 5 est rédigé comme suit : "La part contributive des parents est fixée par le comité, sauf recours au tribunal de la jeunesse".

.../...

Suivant le délégué du Gouvernement, il s'agit notamment de la part contributive des parents dans le cas de placement ou de traitement médico-psychologique.

La portée de cette disposition n'apparaît pas clairement.

En effet, il ne s'agit pas des cas où la mesure est prononcée par le tribunal de la jeunesse car, dans cette hypothèse, les modalités de fixation de "la part contributive des mineurs et des personnes qui leur doivent des aliments" et du recouvrement de cette part contributive sont déterminées avec précision par l'article 68 du projet.

Par ailleurs, il résulte tant du texte que de l'exposé des motifs que le comité de protection de la jeunesse a uniquement pour mission d'assister les parents et que, si dans l'intérêt de l'enfant le placement ou un traitement médico-psychologique doit être imposé, le tribunal de la jeunesse est seul compétent pour prendre la décision (article 33).

En conséquence, si c'est à l'intervention du comité qu'un enfant est placé ou suit un traitement, ces mesures ne pourront être prises qu'avec l'accord des parents et cet accord devra nécessairement porter sur le montant de la contribution des parents aux frais. Sinon, le risque existerait de voir les parents interrompre le traitement ou retirer l'enfant de l'établissement où il aurait été placé le jour où ils recevraient

.../...

notification du compte dont le paiement leur est réclamé.

Cet alinéa pourrait donc être omis.

Les articles 1er à 4 du projet appellent en outre quelques observations de forme qui ne nécessitent aucun commentaire et dont il est tenu compte dans le texte proposé ci-après :

"Article 1er.-

Il est institué un comité de protection de la jeunesse au chef-lieu de chaque arrondissement judiciaire.

Ce comité a pour mission :

1° d'apporter, en vue d'assurer la protection des mineurs d'âge, dans les cas et de la manière déterminés par la loi, son concours aux autorités compétentes, lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur est mise en danger, soit en raison du milieu où il est élevé, soit par les activités auxquelles il se livre, soit lorsque les conditions de son éducation sont compromises par le comportement des personnes qui en ont la garde;

2° de signaler aux autorités compétentes les faits de nature à exercer une influence défavorable sur la santé physique ou morale de la jeunesse (voir observations sur l'article 3);

3° d'exercer une action sociale préventive à l'égard des mineurs dont la famille a sollicité ou accepté son aide;

.../...

4° de promouvoir, sur le plan local ou régional, les initiatives en faveur de la santé, de la sécurité, de la moralité et de l'éducation de la jeunesse.

Article 2.-

... (article 2 du projet) ...

Article 3.-

Le Ministre de la Justice organise, par arrondissement judiciaire ou par province, les services suivants, qu'il met à la disposition des comités de protection de la jeunesse :

1° ... (article 4, alinéas 1er et 2, du projet) ...

Article 4.-

Les frais de fonctionnement du comité ... (article 4, alinéas 3 et 4, du projet) ... ".

.../...

Article 5.

L'alinéa 2 rendrait mieux les intentions du Gouvernement s'il était rédigé comme suit :

"Ce tribunal comprend une ou plusieurs chambres composées d'un seul juge. Le Roi fixe le nombre de ces chambres".

L'alinéa 3 prévoit que le Roi désigne pour ce service des juges effectifs ou suppléants, et l'alinéa 4 qu' "Il peut désigner parmi eux un président". Cette rédaction prête à confusion : en réalité il faut entendre que le président ne peut indifféremment être choisi parmi les juges effectifs ou suppléants, mais seulement parmi les juges effectifs. D'autre part, il n'y a pas lieu à nomination d'un président lorsque plusieurs juges effectifs ne sont pas appelés à siéger au tribunal de la jeunesse. Afin d'éviter cette confusion, l'alinéa 3 serait plus heureusement rédigé comme suit :

"Si le tribunal de la jeunesse se compose de plusieurs juges effectifs, le Roi peut désigner parmi eux un président".

L'exposé des motifs précise que les magistrats attachés au tribunal de la jeunesse ne pourront plus exercer ces fonctions concurremment à d'autres activités judiciaires. Aucun article du projet ne contient cependant une telle interdiction. Il n'est donc pas légalement exclu que le juge effectif au tribunal de première instance, désigné pour le service du tribunal de la jeunesse, puisse être appelé à siéger aux chambres du tribunal de première instance.

.../...

Article 6.

Il y a lieu de remplacer l'expression : "membres du parquet" par les mots "magistrats du parquet", qui sont utilisés à l'article 9 du projet et par la loi du 15 mai 1912.

Article 8.

Il n'est pas normal qu'une section de la Cour d'appel comprenne l'intitulé de "Cour d'appel", lequel est réservé aux trois Cours prévues à l'article 104 de la Constitution. La dénomination de "Cour de la jeunesse" ou "section de la jeunesse" serait plus heureuse.

A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "connaît de l'appel".

Il y aurait lieu de rédiger le deuxième alinéa comme suit :

"Les membres de la Cour d'appel appelés à exercer leurs fonctions à la "Cour de la jeunesse" sont, à titre effectif ou comme suppléants, désignés par le Roi pour un terme de trois ans".

.../...

Article 10.

L'article 264 du Code civil, tel qu'il a été modifié par la loi du 20 juillet 1962, est ainsi conçu :

"L'époux au profit duquel le divorce aura été admis par un jugement ou un arrêt passé en force de chose jugée, devra, dans les deux mois, signifier ou remettre contre accusé de réception, le dispositif du jugement ou de l'arrêt à l'officier de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré, ou, si le mariage n'a pas été célébré en Belgique, à l'officier de l'état civil du premier district de Bruxelles.

L'exploit ou l'accusé de réception sera dénoncé à la partie contre laquelle le divorce a été obtenu.

Dans le mois de la signification ou de la remise à l'officier de l'état civil, celui-ci transcrira le dispositif sur ses registres ; mention en sera faite en marge de l'acte de mariage, s'il a été dressé ou transcrit en Belgique".

L'article 10 du projet complète cet article du Code civil et impose à l'officier de l'état civil qui procède à la susdite transcription, d'en aviser l'officier du ministère public près la juridiction qui a rendu la décision de divorce. Aux termes de l'article 302 du Code civil, remplacé par l'article 12 du projet,

.../...

le procureur du Roi requerra le tribunal de la jeunesse de statuer sur la garde des enfants, du droit de visite, etc. ...

Aucune difficulté ne se présentera si le divorce a été admis par un tribunal belge et est transcrit en Belgique, mais si le divorce est prononcé ou admis par un tribunal étranger, et ultérieurement transcrit en Belgique, les enfants issus des époux divorcés résidant en Belgique, quel "officier du ministère public" l'officier de l'état civil du lieu de la transcription devra-t-il avertir ?

Article 11.

Cet article remplace l'article 268 du Code civil.

Aux termes de cette disposition nouvelle, les pouvoirs du président statuant en référé sur les mesures provisoires relatives à la personne et aux biens, tant des parties que des enfants communs, seront étendus. Le procureur du Roi, à l'intervention des délégués de la protection de l'enfance, prendra toutes les informations utiles quant à la situation morale et matérielle des enfants, ce qui implique des investigations sur leur existence . Dès lors, la phrase finale de l'alinéa 2 qui prévoit que "le procureur du Roi s'enquiert de l'existence de ces enfants" devrait être omise.

A l'alinéa 4, les mots "jugée nécessaire" sont superflus.

.../...

Article 15.

Cet article a pour objet de remplacer l'alinéa 1er de l'article 355 du Code civil.

Aux termes de cet article 355 actuel, l'acte d'adoption - quel que soit l'âge de l'adopté - doit être soumis au tribunal de première instance du domicile de l'adoptant.

Suivant la disposition nouvelle, s'il s'agit de l'adoption d'un mineur, l'acte d'adoption sera soumis au tribunal de la jeunesse du domicile de l'adoptant.

Si l'alinéa 2 de l'article 355 actuel prévoit le cas où l'adoptant est domicilié à l'étranger, et donne compétence dans cette éventualité au tribunal de première instance de Bruxelles, le projet omet de régler ce cas dans le cadre de la compétence qu'il attribue, en cette manière, au tribunal de la jeunesse. Il conviendrait, à cet effet, de modifier l'alinéa 2 de l'article 355, tout autant que l'article 356 du Code civil qui traite de l'appel des jugements homologuant l'adoption. Il y aurait lieu de prévoir que la "Cour de la jeunesse" créée par l'article 8 du projet et qui connaît des décisions des tribunaux de la jeunesse, serait compétente pour statuer en appel de l'homologation des adoptions prononcées par ces tribunaux de la jeunesse.

.../...

La matière relative à la révocation de l'adoption étant réglée par l'article 360, il conviendrait également d'y apporter les modifications nécessaires afin d'y prévoir l'intervention du tribunal de la jeunesse.

Article 16.

L'article 16 du projet prévoit le remplacement de l'article 373 du Code civil par la disposition suivante :

"Cette autorité est, à défaut d'accord entre les époux, exercée par le père ; la mère peut prendre recours devant le tribunal de la jeunesse".

Cette rédaction n'échappe pas à un reproche de confusion.

Il en résulte, en effet, qu'à défaut d'accord entre les époux, l'enfant est soumis à l'autorité du père.

Mais il peut être soumis aussi à cette autorité en vertu de l'accord exprès ou tacite des époux.

Il peut l'être enfin, si telle est la décision du tribunal de la jeunesse, sur le recours que la mère aurait pris devant lui.

.../...

Il serait donc plus exact et plus clair de rédiger l'article 373 comme suit :

"Cette autorité est exercée par le père à moins que les époux ne conviennent de le confier à la mère.

En cas de dissentiment, celle-ci peut se pourvoir devant le tribunal de la jeunesse".

Article 19.

Selon l'exposé des motifs la portée de la modification de l'article 477 du Code civil telle qu'elle résulte de l'article 19 du projet est de donner au tribunal de la jeunesse un pouvoir d'appréciation sur la requête présentée par le père ou, à défaut de père, par la mère.

L'exercice éclairé de ce pouvoir d'appréciation implique logiquement que l'époux ou la personne à qui la garde de l'enfant a été confiée, soit de toute manière entendu ou appelé.

L'article 477 du Code civil, en conformité à cette remarque, pourrait être complété comme suit :

"L'époux ou la personne à qui la garde de l'enfant a été confiée devra en tout cas être préalablement entendu ou appelé".

.../...

Article 20.

L'article 20 serait mieux rédigé comme suit:

"Article 20.-

Le mineur resté sans père ni mère et ayant atteint l'âge de seize ans accomplis peut être émancipé si le conseil de famille l'en juge capable.

Le procès-verbal de la délibération constatant l'assentiment du conseil de famille est transmis au tribunal de la jeunesse par le juge de paix.

L'émancipation est prononcée par le tribunal de la jeunesse".

Article 21.

Dans l'état du texte de l'article 479 (alinéas 1er et 2) du Code civil, le juge de paix a l'obligation de déférer à la réquisition qui lui est faite, par un ou plusieurs parents ou alliés, de convoquer le conseil de famille pour délibérer sur l'émancipation du mineur.

Le projet reprend la disposition du premier alinéa de l'article 479. Il la complète par un second alinéa en vertu duquel le mineur resté sans père ni mère peut également requérir le juge de paix de convoquer le conseil de famille pour délibérer à ce sujet.

.../...

Cependant la règle énoncée au second alinéa de l'article 479 en sa rédaction actuelle, ne figure plus dans le projet. A moins que le Gouvernement n'ait l'intention de laisser au juge de paix un pouvoir d'appréciation sur l'opportunité de déférer à la réquisition qui lui est faite en vertu de l'article 479, il est sans nul doute préférable de conserver, dans la rédaction nouvelle de cette disposition, le caractère impératif que l'alinéa 2 de l'article en vigueur avait donné à la réquisition dont le juge de paix peut être saisi.

Un troisième alinéa pourrait, dès lors, être ainsi conçu :

"Le juge de paix devra déférer à ces réquisitions".

A l'alinéa 2, les mots "dont question à l'article précédent" devraient être remplacés par les mots "qui remplit les conditons prévues à l'article 478".

Article 22.

A l'alinéa 2 il y a lieu d'omettre les mots "près le tribunal de la jeunesse" ; les fonctions visées par cette disposition sont exercées, soit par le procureur du Roi, soit par un ou plusieurs membres du parquet qu'il désigne.

.../...

Article 23.

Bien que l'expression "sur l'avis des membre de la commission" figure déjà à l'article 79 de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique, il y a lieu de la remplacer par les mots "sur l'avis de la commission", ce qui juridiquement est plus correct.

Article 26.

L'article 26 doit déterminer en réalité l'objet de la mesure que le tribunal de la jeunesse peut prendre en vertu de l'article 25. C'est pourquoi sa première phrase paraît pouvoir être rédigée comme suit :

"La mesure d'assistance éducative consiste en l'attribution, par le tribunal de la jeunesse, aux personnes qui ont la garde du mineur, de l'aide soit du comité de protection de la jeunesse, soit d'un délégué de la protection de la jeunesse".

La seconde phrase du premier alinéa de l'article 26 est superflue. En effet, l'article 25 énonce déjà que la mesure d'assistance éducative, à l'égard des personnes qui ont la garde du mineur, est justifiée lorsque la sécurité, la moralité ou l'éducation du mineur est compromise.

.../...

L'alinéa 2 serait, dans ces conditions, rédigé comme suit :

"L'assistance éducative peut être prononcée indépendamment de toute procédure à l'égard du mineur".

Article 28.

Cet article énumère les effets de la déchéance totale de la puissance paternelle. La loi du 15 mai 1912 distingue entre la déchéance obligatoire qui est toujours totale (article 2) et la déchéance facultative qui peut être totale ou partielle (article 3). La déchéance totale est absolue non seulement en ce qui concerne les droits qui dérivent de la puissance paternelle, mais aussi "en ce sens qu'elle atteint le coupable vis-à-vis de tous ses enfants et descendants, nés ou à naître, légitimes ou naturels" (Rapport fait au nom de la section centrale de la Chambre des Représentants, Pasin. 1912, p.265). C'est uniquement cette déchéance obligatoire et totale qui a pour conséquence, en dehors des droits découlant de la puissance paternelle, de frapper l'intéressé d'une incapacité générale d'exercer certains droits énumérés dans l'article 2 de la loi de 1912, notamment celui d'être tuteur ou membre d'un conseil de famille.

En son article 28, 2°, le projet reprend cette énumération et maintient cette incapacité générale en cas de déchéance totale, mais selon la lettre du texte il y aura déchéance totale au sens de cet

.../...

article dès le moment où il y a déchéance de tous les droits dérivant de la puissance paternelle à l'égard d'un seul des enfants. Ainsi lorsque le tribunal de la jeunesse aura prononcé la déchéance du père de famille à l'égard d'un seul de ses enfants et que cette déchéance portera sur tous les droits découlant de la puissance paternelle, le père de famille continuera à exercer cette puissance paternelle à l'égard de ses autres enfants ; mais, en revanche, si la mère vient à décéder, il ne pourra devenir leur tuteur en vertu de l'article 390 du Code civil qui confère, de plein droit, au père survivant la tutelle des enfants mineurs.

\+

\+ +

Le projet étend les effets de la déchéance paternelle à des droits qui, actuellement, ne sont pas considérés comme se rattachant à cette puissance paternelle : a) le droit de recueillir tout ou partie de la succession de ses enfants par application de l'article 746 du Code civil ; b) le droit de réclamer des aliments.

Il résulte, en effet, d'une observation faite par M.WOESTE au cours de la séance de la Chambre des Représentants du 2 avril 1912 et de la réponse de M.CARTON de WIART, Ministre de la Justice (Pasin.1912, p. 298 et 299) que sous le régime de la loi actuelle l'obligation alimentaire réciproque subsiste malgré la déchéance.

.../...

Cette constatation appelle une observation relative aux ascendants. Suivant DE PAGE, le droit de puissance paternelle appartient uniquement aux père et mère, mais lors du décès du dernier survivant des père et mère, les ascendants ont en vertu de la loi un double droit, vestige de la puissance paternelle des ascendants : le droit d'être tuteur (article 402 du Code civil) et le droit de consentir au mariage de leurs petits-enfants (article 150 du Code civil) (Traité élémentaire de droit civil belge, 3e édition, tome 1er, n° 783). L'article 2 de la loi du 15 mai 1912, en disposant que celui qui est déchu de tous ses droits est "aussi incapable de valider par son consentement un acte de ses enfants", "ou descendants", enlève ainsi à l'intéressé qualité pour consentir au mariage de ses petits-enfants. Ce texte est repris au 2° de l'article 28 du projet, de même que les incapacités générales dont il a été question ci-avant et qui interdisent à l'ascendant déchu de la puissance paternelle d'être le tuteur de ses petits-enfants. Dans l'état de la législation, ces dispositions répondent suffisamment à leur objet. Le projet prévoit, en cas de déchéance totale, la perte du droit aux aliments et du droit de succession, il n'étend pas ces effets aux descendants de l'enfant à l'égard duquel la déchéance a été prononcée. Ainsi, suivant le projet, le père indigne ne pourrait réclamer d'aliments à son enfant, mais il pourrait en exiger des descendants de cet enfant. De même, le père, écarté de la succession de son fils, pourrait être appelé à recueillir des biens qui en faisaient partie, si le fils à son décès ne laissait qu'un enfant dont la succession viendrait à s'ouvrir du vivant de l'aïeul.

.../...

Si le Gouvernement entendait éviter ces anomalies, le texte suivant pourrait être proposé :

"Article 28.-

La déchéance totale porte sur tous les droits qui découlent de la puissance paternelle.

Elle comprend pour celui qui en est frappé, à l'égard de l'enfant qu'elle concerne et de ses descendants :

1° l'exclusion du droit de garde et d'éducation ;

2° l'incapacité de valider un acte par son consentement ;

3° l'exclusion du droit de réclamer des aliments ;

4° l'exclusion du droit de jouissance prévu à l'article 384 du Code civil ;

5° l'exclusion du droit de recueillir tout ou partie de leur succession par application de l'article 746 du Code civil.

En outre, la déchéance totale entraîne l'incapacité générale d'être tuteur, tuteur officieux, cotuteur, subrogé tuteur, membre d'un conseil de famille, curateur ou conseil spécial de la mère tutrice".

.../...

Article 30.

Cet article prévoit que le tribunal de la jeunesse désigne par "ordonnance" la personne qui exercera les droits de celle dont la déchéance a été prononcée.

Le terme "ordonnance" est impropre ; sa portée n'est d'ailleurs pas déterminée dans le texte. Il est donc préférable de l'omettre, et,le cas échéant, si telle est l'intention du Gouvernement,de le remplacer par "décision distincte".

Il est superflu de rappeler dans cet article que le tribunal de la jeunesse possède à l'égard du mineur d'autres pouvoirs qui sont réglés dans des dispositions diverses de la loi.

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 30.-

En cas de déchéance totale ou partielle de la puissance paternelle, le tribunal de la jeunesse peut, soit désigner la personne qui exercera les droits dont les parents ont été déchus et remplira les obligations qui y sont corrélatives ; soit confier le mineur au comité de protection de la jeunesse, lequel désigne au besoin une personne qui exercera les droits susdits après que cette désignation aura été homologuée par le tribunal.

.../...

Le père et la mère seront préalablement entendus ou appelés, et le procureur du Roi donnera son avis".

Article 31.

Par concordance avec l'article 30, l'article 31 devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 31.-

La personne désignée par application de l'article 30 ou, à défaut de pareille désignation, le comité de protection de la jeunesse représente l'enfant dans tous les actes de la vie civile, remplace le parent déchu lorsque le consentement de celui-ci est nécessaire, et veille à l'emploi principal des revenus du mineur, à l'entretien et à l'éducation de celui-ci

Si le mineur a des biens le tribunal de la jeunesse ordonne la convocation du conseil de famille conformément aux articles 405 et suivants du Code civil ; la gestion des biens sera régie par les dispositions du Code civil relatives à la tutelle.

.../...

Article 32, 1°.

Le mot "formulées" devrait être remplacé par le mot "formées". En outre en ce qui concerne la garde du mineur de moins de dix-huit ans, il y aurait lieu de viser non seulement les personnes qui assument la garde "de fait" d'un mineur, mais celles qui l'assument "en droit ou en fait".

Article 33.

L'alinéa débutant par les mots : "Le tribunal peut toutefois" et comprenant les textes repris sous les lettres a, b et c, devrait être reporté à la fin de l'article.

Le but de cet alinéa serait plus correctement rédigé comme suit :

"Le tribunal peut toutefois subordonner le maintien du mineur dans son milieu, à la condition notamment de : ...".

Article 34.

Compte tenu de l'objet et de la portée de cet article, tels que le Gouvernement les a précisés, cette disposition serait plus exactement rédigée de la manière suivante :

.../...

"Si le mineur déféré au tribunal de la jeunesse en raison d'un fait érigé en infraction est âgé de plus de seize ans accomplis au moment de ce fait et que le tribunal de la jeunesse estime inadéquate une mesure de garde, d'éducation ou de préservation, il peut par décision motivée se dessaisir et renvoyer l'affaire au ministère public, aux fins de poursuites devant la juridiction compétente, s'il y a lieu".

Article 35.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 35.-

Si le mineur a commis un fait érigé en crime, le tribunal de la jeunesse peut, lorsqu'il prend une des mesures prévues à l'article 33, décider que la cause lui sera de nouveau soumise avant la majorité du mineur. Il lui sera permis, à ce moment, de mettre l'enfant à la disposition du Gouvernement sans cependant que le terme d'une telle mesure puisse dépasser le jour où le mineur atteint l'âge de vingt-cinq ans".

Article 36.

Pour cet article, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article 36.-

Si la mesure prise en vertu de l'article 33 est inopérante en raison de la mauvaise conduite persistante ou du comportement dangereux du mineur, le tribunal de la jeunesse peut décider que le mineur sera mis à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité".

.../...

Article 37.

Cet article devrait être rédigé de la façon suivante :

"Article 37.-

Lorsque le mineur est mis à la disposition du Gouvernement en vertu des articles 35 ou 36, le Ministre de la Justice décide de le soumettre à l'une des mesures prévues à l'article 33, 2° à 4°, ou de le faire détenir dans un établissement pénitentiaire".

Article 39.

Bien que le mot "collocation" ne figure pas en cette acception dans la terminologie française, le Conseil d'Etat n'a pas proposé son remplacement étant donné que déjà la loi du 18 juin 1850 l'utilisait.

Il y a lieu de préciser dans le texte de la loi les conditions dans lesquelles le mineur colloqué est susceptible d'être remis en liberté lorsque son état ne justifie plus son maintien dans un établissement d'aliénés.

Cet article, tel qu'il est conçu, est susceptibl d'une application très étendue; en l'absence même d'un fait érigé en infraction, le tribunal de la jeunesse pourrait faire colloquer un mineur pour une durée indéterminée.

Le début de cet article pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 39.-

Lorsque, en raison de l'état mental du mineur, son séjour en section fermée d'un établissement ... (la suite comme au projet) ... ".

Le chapitre IV doit porter l'intitulé suivant :

"De la compétence territoriale et de la procédure".

Article 40.

L'article 40 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 40.-

La compétence territoriale du tribunal de la jeunesse est déterminée par la résidence du mineur.

Néanmoins le tribunal de la jeunesse compétent est :

1. celui du siège qui a autorisé le divorce ou la séparation de corps pour cause déterminée, dans le cas d'application de l'article 302 du Code civil;
2. celui de la résidence du requérant, en cas d'application des articles 373, 477, 485, alinéa 1er, du Code civil, et de l'article 61, alinéa 6, de la présente loi;
3. celui dans le ressort duquel le conseil de famille est réuni en vertu des articles 478 et 479 du Code civil".

.../...

Article 41.

Au début de cet article les mots "de protection" doivent être omis.

Au 1°, il y a lieu d'écrire "par la citation à la requête du ministère public".

Au 2°, il y a lieu d'écrire :"32, 1°" au lieu de "31, 1°".

Au 3° la portée du texte serait mieux éclairée si celui-ci était rédigé comme suit :

"a) soit par la comparution volontaire à la suite d'un avertissement motivé donné par le ministère public;

b) soit par l'ordonnance de renvoi prévue à l'article 58;

c) soit par la citation à la requête du ministère public".

Article 42.

A la suite des explications données au Conseil d'Etat au nom du Gouvernement, le début de l'article 42 devrait être rédigé comme suit :

"Article 42.-

Dans les cas prévus dans l'article 41, 3°, la citation à la requête du ministère public ou l'avertissement donné par lui doit, à peine de nullité, être adressée ... (la suite comme au projet) ... ".

.../...

Article 43.

L'article 43 du projet reprend le système qui avait été adopté par la Chambre des Représentants le 27 juin 1934. Sa justification avait été clairement faite dans l'exposé des motifs de ce projet (session 1933-1934, n° 93). "Au ministère public, seul, précise ce document, appartiendra désormais le droit de saisir la juridiction infantile, même s'il s'agit d'un fait comportant la qualification d'une infraction dont la poursuite est réservée par la législation actuelle à une administration publique; mais, dans ce cas, l'action du ministère public sera subordonnée à la plainte de cette administration, qui interviendra éventuellement dans l'instance pour la sauvegarde de ses droits".

Cependant, la rédaction de l'article 43 traduit imparfaitement ces objectifs. La rédaction suivante répondrait plus exactement à la portée de la disposition :

"Article 43.-

A l'égard des mineurs relevant du tribunal de la jeunesse, les administrations publiques ne peuvent exercer les poursuites qui leur appartiennent, qu'en formant plainte entre les mains du procureur du Roi qui seul peut saisir le tribunal de la jeunesse s'il y a lieu".

Il s'entend que le procureur du Roi ne peut prendre l'initiative de saisir le tribunal de la jeunesse sans plainte des administrations publiques intéressées dans les matières ou en vertu des lois existantes; ces administrations ont seules le pouvoir d'exercer l'action publique.

.../...

Article 44, alinéa 3.

Aux termes de cette disposition l'examen médico-psychologique du mineur est obligatoire en cas d'application de l'article 34, c'est-à-dire quand le tribunal de la jeunesse se dessaisit par décision motivée et renvoie l'affaire au ministère public.

Cette règle ne précise pas quand un tel examen doit avoir lieu. Suivant l'éxposé des motifs, "le dessaisissement doit être essentiellement fondé sur la personnalité du mineur", laquelle ne sera connue qu'à la suite des examens dont il est question.

Afin d'éviter toute confusion, la rédaction suivante est dès lors proposée :

"Il peut soumettre le mineur à un examen médico-psychologique.

Il ne peut se dessaisir d'une affaire dans les conditions prévues par l'article 34, qu'après avoir fait procéder à cet examen".

Article 45.

Aux termes de l'article 41, 1°, du projet, le tribunal de la jeunesse est saisi, dans le cas prévu à l'article 45 du projet, par "la citation du ministère public". L'article 45, alinéa 1er, qui prévoit la convocation directe par le tribunal de la jeunesse, n'est donc pas en harmonie avec cette disposition.

\+

\+ \+

.../...

L'alinéa 1er de cet article, dans la rédaction qui lui est donnée, semble permettre la convocation en tout temps de tout mineur, ou de ses parents, ou des personnes qui en ont la garde. Il semble cependant résulter de l'exposé des motifs que cette faculté ne s'exercera que dans le cours d'une procédure encore pendante devant le tribunal.

Le texte devrait être précisé sur ce point.

Article 47.

L'exposé des motifs justifie dûment la disposition de l'article 47; il peut être préjudiciable au mineur que des renseignements confidentiels concernant sa personnalité et le milieu où il vit soient divulgués, soit à lui-même, soit à ses parents, soit a fortiori à la partie civile. En revanche, pour la sauvegarde des droits de la défense, il importe que l'avocat du mineur soit instruit de tous les éléments du dossier : il veillera avec la mesure et la prudence que sa mission comporte, à en faire le plus utile usage. L'importance même de cette mission et des garanties qui s'y attachent présuppose l'assistance obligatoire d'un avocat.

La rédaction de l'article 47 a été complétée et précisée en conformité de ces remarques.

"Article 47.-

Le mineur et la partie civile peuvent prendre connaissance du dossier, à l'exception des pièces qui concernent la personnalité du mineur et le milieu où il vît. Le dossier complet, y compris ces pièces, doit être mis à la disposition de l'avocat du mineur.

.../...

Si le mineur n'a pas d'avocat, il lui en sera désigné un par le bâtonnier ou par le bureau de la consultation gratuite".

Article 51.

Suivant l'exposé des motifs, l'article 51 a pour but de permettre au tribunal "d'éviter toute publicité lors de l'examen des éléments d'ordre personnel tout en sauvegardant les droits de la défense". Les intentions du Gouvernement seraient mieux exprimées si l'alinéa 1er était rédigé comme suit :

"Article 51.-

Le tribunal de la jeunesse peut à tout moment, au cours des débats, se retirer en chambre du conseil pour entendre, sur la personnalité du mineur, les experts et les témoins, les parents, les tuteurs ou les personnes qui ont la garde du mineur".

Le dernier alinéa doit être omis, étant donné qu'il n'est que le rappel de l'article 97 de la Constitution.

Article 52.

Etant donné que l'intention du Gouvernement, selon ce qui a été exprimé au Conseil d'Etat, n'est pas de déroger aux règles énoncées à l'article 60, l'alinéa 1er de l'article 52 pourrait être omis sans inconvénient.

.../...

Article 54.

Cet article, qui prescrit la revision des mesures prises par le tribunal de la jeunesse, règle la matière qui fait actuellement l'objet de l'article 31 de la loi du 15 mai 1912, Il soulève les observations suivantes :

1° Alors que l'article 31 de la loi du 15 mai 1912 prévoit expressément que le juge des enfants agit soit spontanément, soit à la requête du ministère public ou de certaines personnes intéressées, l'alinéa 1er de l'article 54 se borne à énoncer la faculté donnée au tribunal de la jeunesse de rapporter ou de modifier les mesures prises antérieurement.

Selon l'exposé des motifs, le Gouvernement entend maintenir au tribunal de la jeunesse la faculté d'agir d'office que possède actuellement le juge des enfants.

Afin d'éviter toute discussion à ce sujet, il serait utile que cette intention soit traduite dans le texte même de l'alinéa 1er de l'article 54; il suffirait, à cette fin, que le début de cet alinéa soit rédigé comme suit : "Le tribunal de la jeunesse peut, d'office et en tout temps, rapporter ... ".

2. L'article 54, alinéa 3,donne uniquement au père, à la mère et au mineur qui a fait l'objet de la mesure, la faculté de demander la revision de celle-ci, alors que l'article 31 de la loi du 15 mai 1912 accorde également cette faculté aux "tuteurs ou personnes qui ont la garde de l'enfant". L'exposé des motifs ne signale pas les raisons de cette modification.

.../...

3° Le projet n'indique pas selon quelles règles de procédure les mesures prises par le tribunal pourront être rapportées ou modifiées. Il doit être supposé que ces règles sont les mêmes que celles qui ont dû être suivies lorsque la mesure a été prise.

4° Dans le système de la loi du 15 mai 1912, le juge des enfants ne peut prendre de mesures qu'à l'égard des mineurs dont la conduite laisse à désirer et ce sont ces mesures seules qui peuvent être rapportées ou modifiées.

Le projet étend la compétence du tribunal de la jeunesse à des matières dont le juge des enfants ne connaît pas, notamment la garde des enfants après divorce pour cause déterminée, l'émancipation ou l'adoption des mineurs, la déchéance de la puissance paternelle

La généralité des termes de l'article 54 permettrait au tribunal de la jeunesse de rapporter ou de modifier toutes les mesures qu'il aurait prises dans les limites de sa compétence et cela en tout temps même d'office.

5° Du rapprochement des articles 54 et 52, il se déduit que la décision du tribunal qui rapporte ou modifie une mesure antérieure est sujette à appel, mais qu'il serait loisible au tribunal de tenir en échec la décision d'appel qui aurait réformé sa propre décision, puisque le tribunal peut "en tout temps" rapporter ou modifier une mesure prise. Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, le texte devrait prévoir que les décisions du tribunal de la jeunesse qui ont été réformées

.../...

en degré d'appel ne pourront être remises en question, sauf circonstances exceptionnelles, qu'à l'expiration d'un délai qui serait fixé.

Article 55.

Le texte proposé ci-après répond mieux aux intentions exprimées dans l'exposé des motifs :

"Article 55.-

Si le mineur qui a fait l'objet d'une mesure de garde, de préservation ou d'éducation, change de résidence en même temps que ses parents, ses tuteurs ou les personnes qui en ont la garde, avis doit en être donné sans délai au tribunal de la jeunesse.

Ce changement de résidence entraîne le dessaisissement du tribunal de la jeunesse qui a statué à l'égard du mineur, par une mesure autre que provisoire.

Le tribunal de la jeunesse de l'arrondissement où est située la nouvelle résidence du mineur est désormais compétent. Le dossier lui est transmis par le greffe du tribunal dessaisi.

Le tribunal saisi reste compétent pour statuer à l'égard du mineur qui acquiert une nouvelle résidence en cours d'instance".

.../...

Article 56.

La rédaction de l'article 56 du projet prête à discussion :

1° il y est question de fait et d'infraction commis, alors qu'au stade de l'information le fait et l'infraction ne sont pas légalement établis, appréciation qui appartient au juge de fond;

2° il n'y a pas disjonction de causes, mais plus exactement disjonction des poursuites;

3° il n'est pas uniformément exact de prévoir, comme il est dit à l'alinéa 2, que "les causes sont à nouveau jointes si le mineur âgé de plus de seize ans, est renvoyé devant la juridiction ordinaire". En effet, il se peut qu'avant le renvoi du mineur, par le tribunal de la jeunesse, devant la juridiction ordinaire, les prévenus d'infractions connexes aient été déjà jugés par cette juridiction. Si l'on entendait que celle-ci doit surseoir à statuer jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur les poursuites à l'égard du mineur, la loi devrait exprimer cette exigence; mais celle-ci n'irait pas sans inconvénient car l'information peut être longue et donner lieu à des recours entraînant dans le jugement de l'action publique des retards fâcheux.

En considération de ces remarques, le texte suivant, plus précis, paraît pouvoir être proposé :

"Article 56.

Lorsque le fait qu'aurait commis le mineur est connexe à une infraction qu'auraient commise une ou plusieurs personnes justiciables d'autres juridictions que le tribunal de la jeunesse, les poursuites sont disjointes dès que la disjonction peut avoir lieu sans nuire à l'information.

./.

Les poursuites peuvent être jointes si le tribunal de la jeunesse s'est dessaisi conformément à l'article 34".

Article 58.

Selon le texte de cet article, il n'existe point de recours contre les ordonnances du juge d'instruction.

Article 60.

L'article 60 doit être précisé par l'addition de l'épithète "légales" après le mot "dispositions".

En outre, cet article pourrait être allégé selon la rédaction suivante :

"Sauf dérogation, les dispositions légales en matière de procédure civile s'appliquent aux procédures visées au chapitre II du titre II, et les dispositions légales concernant les poursuites en matière correctionnelle, aux procédures visées au chapitre III du même titre".

Article 61.

Le but que le projet entend réaliser par les dispositions reprises aux alinéas 2, 3 et 4 de l'article 61, risque de n'être point atteint en raison de la généralité des termes qui sont employés dans ces textes.

S'il se comprend aisément que l'intérêt des mineurs qui ont fait l'objet de certaines mesures prises par le tribunal de la jeunesse commande que des tiers ne

./.

puissent en avoir connaissance, il se conçoit difficilement, au contraire, que les déchéances de la puissance paternelle ne puissent être révélées à des personnes intéressées à en être instruites, telles, par exemple , que des dirigeants d'oeuvres ou d'organismes auxquels les mineurs auraient été confiés; des parents pourraient impunément et sans vérification possible se présenter à ces personnes comme investis de la puissance paternelle et titulaires des droits qu'elle confère, alors qu'ils en auraient été déchus.

La même interdiction, lorsqu'il s'agit des autorités judiciaires, ne paraît pas justifiée; l'exposé des motifs ne s'en explique d'ailleurs pas. Il est des cas où l'intérêt du mineur commande que certains magistrats connaissent les déchéances prononcées; l'on songe, par exemple, au juge de paix, président d'un conseil de famille, qui doit pouvoir rechercher si la personne que ce conseil se propose de choisir comme tuteur ne se trouve pas dans le cas d'incapacité prévu par l'article 28 du projet.

Enfin, les autorités administratives devraient également pouvoir vérifier, en cas de doute, si les personnes dont le consentement est requis par une disposition légale sont effectivement aptes à le donner..

D'autre part, la référence faite, au début de l'alinéa 3, à l'article 125 de l'arrêté royal du 28 décembre 1950, ne paraît pas exacte. Cet article prévoit notamment qu'en matière criminelle, correctionnelle et de police, et en matière disciplinaire - toutes hypothèses qui ne sont d'ailleurs pas celles qui sont prévues dans la disposition sous examen - aucune expédition ou copie des actes d'instruction et de procédure ne peut être délivrée sans une autorisation expresse du procureur général

./.

près la Cour d'appel ou de l'auditeur général; a contrario, ces magistrats peuvent donc délivrer de pareilles autorisations, alors que l'article 61, alinéa 3, ne les prévoit que dans certains cas strictement limités.

Article 62.

Cet article soumet les délégués à la protection de la jeunesse au statut des agents de l'Etat, mais fixe certaines conditions légales de diplômes auxquelles seront subordonnées les nominations de ces agents. Ceux-ci sont donc des agents de l'Etat dont le statut sera fixé par le Roi, qui sera cependant tenu de respecter les conditions de recrutement énoncées par le législateur.

Reproduisant une disposition qui figure déjà aux articles 16 et 17 du statut des agents de l'Etat, le projet institue, pour la nomination des délégués à la protection de la jeunesse, un "concours d'admission au stage", ce qui implique pour l'autorité l'obligation de conférer les emplois selon l'ordre du résultat des épreuves d'admission. Mais, alors que le texte indique clairement qu'il s'agit d'un concours, l'exposé des motifs introduit à cet égard un doute en déclarant que l'épreuve "aura comme résultat de constituer une réserve de candidats dans les limites de laquelle les nominations pourront tenir compte de l'avis des autorités de protection de la jeunesse de l'arrondissement - comité et tribunal - et des préférences géographiques des candidats". On pourrait déduire de cette déclaration que le Ministre pourra procéder aux nominations sans être lié par l'ordre du classement au concours.

Si telle était l'intention du Gouvernement, le mot "concours" devrait être remplacé par le mot "examen",

./.

ce qui impliquerait une dérogation à une règle essentielle du statut des agents de l'Etat.

Si le mot "concours" est maintenu dans le texte du projet, il en résultera que le Ministre sera tenu de procéder aux nominations selon l'ordre du résultat de l'épreuve et qu'il ne pourra tenir compte des avis des diverses autorités intéressées que lorsque plusieurs emplois seront vacants en même temps et que se posera le problème de l'affectation à chacun de ces emplois d'agents préalablement nommés selon l'ordre du résultat du concours. Quant aux "préférences géographiques des candidats", c'est également un élément dont il peut être tenu compte au moment de l'affectation.

Alors que le projet ne prévoit que des "délégués à la protection de la jeunesse" qui ont la qualité d'agent de l'Etat, l'exposé des motifs déclare qu'il a paru opportun de maintenir, pour les autorités de protection de la jeunesse, la possibilité de faire appel en les choisissant librement à des délégués bénévoles. La loi est muette au sujet de l'existence de ces délégués. Cette lacune devrait être comblée.

Pour éviter la confusion avec les délégués bénévoles, les personnes qui ont la qualité d'agent de l'Etat devraient être qualifiées de "délégués permanents à la protection de la jeunesse" plutôt que de "délégués à la protection de la jeunesse".

Compte tenu des observations formulées ci-dessus, le texte suivant est proposé pour l'article 62. Ce texte devrait être modifié si le Gouvernement décidait d'instituer un examen d'admission et non un concours d'admission et si les modalités du stage devaient être différentes de celles qui sont prévues pour les agents de l'Etat.

./.

"Article 62.

Les délégués permanents à la protection de la jeunesse sont nommés par le Ministre de la Justice parmi les porteurs d'un diplôme d'auxiliaire social ou d'un diplôme justifiant les connaissances pédagogiques ou sociales suffisantes de l'intéressé et qui ont obtenu une place en ordre utile au concours d'admission au stage.

Le Roi règle le fonctionnement du service des délégués permanents à la protection de la jeunesse, fixe leur cadre et la hiérarchie de leurs fonctions. Il détermine les diplômes faisant foi de connaissances pédagogiques ou sociales suffisantes et règle les modalités du concours d'admission au stage.

Les délégués permanents à la protection de la jeunesse sont placés sous l'autorité du Ministre de la Justice.

Ils sont, pour le surplus, soumis au statut des agents de l'Etat.

Des délégués bénévoles à la protection de la jeunesse peuvent être désignés par les autorités chargées de la protection de la jeunesse. Le Roi fixe les conditions d'exercice de leurs fonctions".

Article 63.

Le deuxième alinéa de cet article pourrait plus heureusement être rédigé comme suit :

"Le Roi arrête les conditions de cette agréation; ces conditions concernent notamment :

a) le personnel (le reste comme au projet) ...;

./.

b) les bâtiments et installations;

c) les soins (le reste comme au projet) ...".

Si le Gouvernement estime que seules ces conditions peuvent être déterminées par le Roi, l'adverbe "notamment" devrait être remplacé par l'adverbe "exclusivement".

Article 64.

Selon l'exposé des motifs, "Le président et les membres de la commission, ainsi que leurs suppléants, sont nommés par le Roi pour trois ans".

Cette règle n'est pas exprimée à l'article 64. Elle paraît même contredite par le second alinéa de cet article qui prévoit que : "La commission est désignée par le Ministre de la Justice sur avis de ses collègues intéressés", expression, d'ailleurs, impropre.

Article 65.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 65.

Lorsqu'il est constaté que l'établissement ne satisfait plus aux conditions qui ont justifié l'agréation, le Ministre de la Justice peut le mettre en demeure de s'y conformer dans un délai de huit jours à six mois selon le cas, faute de quoi, après consultation de la Commission prévue à l'article 64, il pourra, par décision motivée, retirer l'agréation".

./.

Article 68.

La disposition qui fait l'objet de l'alinéa 3 devrait faire l'objet d'un amendement à l'article 391bis du Code pénal. Cette remarque vaut aussi pour l'article 79.

A l'alinéa 4, la référence à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949 étant suffisamment explicite, la dernière phrase est superflue.

Comme le cinquième alinéa ne se réfère qu'au quatrième, il convient que ces deux alinéas soient groupés en un seul.

Article 69.

L'alinéa 2 de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Les sommes provenant de ces rémunérations et qui auraient été inscrites au livret de la Caisse générale d'épargne et de retraite du mineur, peuvent être retirées par lui lorsqu'il a atteint l'âge de vingt et un ans.

Toutefois, le tribunal de la jeunesse peut décider à la demande du ministère public, du père ou de la mère, que le retrait susdit ne pourra avoir lieu sans l'autorisation expresse du tribunal avant que le mineur ait atteint l'âge de vingt-cinq ans. Pareille demande ne peut être introduite que pendant la minorité de l'intéressé".

./.

Article 72.

Il y aurait lieu d'omettre les mots "à un titre quelconque", qui sont superflus.

Article 73.

Les deux premiers alinéas de cet article gagneraient à être plus précis; le texte suivant répondrait, semble-t-il, plus complètement à l'objet de la disposition :

"La publication et la diffusion du compte rendu des débats des cours et tribunaux de la jeunesse par le livre, la presse, la cinématographie, la radiophonie, la télévision ou de quelque autre manière sont interdites.

La publication et la diffusion par les mêmes procédés de tout texte, dessins, photographies ou images de nature à révéler l'identité des mineurs poursuivis ou qui ont fait l'objet d'une mesure prévue aux articles 33, 34, 35, 36 et 39 sont également interdites".

Il s'entend que l'interdiction et les sanctions dont il est question à l'article 73 ne pourront, sans méconnaître l'esprit de la Constitution (articles 96 et 97), faire échec au contrôle de l'opinion publique. S'il est parfaitement justifié que l'identité des mineurs intéressés ne puisse être divulguée, il s'impose aussi que les questions de principe, les erements, les abus, qui seraient révélés par les débats devant la juridiction de la jeunesse, puissent être signalés et commentés.

./.

Les décisions du tribunal de la jeunesse ne peuvent-elles, elles-mêmes, être publiées ? Elles sont certes susceptibles de contenir une relation détaillée des faits de la cause et des débats auxquels ils ont donné lieu. La remarque vaut particulièrement pour ce qui concerne les différends dont le tribunal de la jeunesse peut être saisi et qui concernent des mesures, telles les actions en déchéance de paternité, les révocations d'émancipation, les homologations d'adoption, toutes matières où une documentation jurisprudentielle est d'une importance indiscutable.

Il serait donc souhaitable que le texte du projet fût précisé davantage.

Le dernier alinéa doit être omis. En effet, dans la mesure où les infractions prévues à l'article sont de la compétence du tribunal correctionnel, l'alinéa est inutile; dans la mesure où il aurait pour but de soustraire au jury des instructions qui doivent lui être soumises, il serait contraire à l'article 98 de la Constitution.

Article 75.

A l'article 75, 2°, il y a lieu d'observer que la répression du fait de procurer un mineur de moins de dix-huit ans, ou un infirme à un mendiant est une disposition étrangère à la protection de la jeunesse.

Article 79.

Si le Gouvernement ne se ralliait pas à la suggestion faite à l'article 68, l'article 79 devrait être rédigé comme suit :

./.

"Article 79.

Peut être condamnée aux peines prévues à l'article 391bis du Code pénal, toute personne qui aura volontairement entravé la tutelle aux allocations familiales :

- soit en s'abstenant de fournir aux organismes d'allocations familiales les documents nécessaires,
- soit en faisant des déclarations fausses ou incomplètes,
- soit en modifiant l'affectation que leur aurait donnée le tuteur".

Article 80.

Si le Gouvernement se rallie à la proposition faite au sujet des articles 68 et 79, la mention de ces articles devrait être omise.

Article 81.

L'article qui reprend les dispositions abrogatoires devrait précéder l'article relatif aux mises en concordance.

L'abrogatoire serait mieux rédigé comme suit :

"Article 81.

Sont abrogés :

1° la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, modifiée par la loi du 2 juillet 1930, l'arrêté royal du 14 août 1933, l'arrêté royal n° 301 du 30 mars 1936, les lois des 21 août et 24 décembre 1948, 20 mai 1949, 31 juillet 1952 et 30 avril 1958, à l'exception des articles 48 à 61;

./.

2° les articles 378, alinéa 2, et 382, alinéa 2, du Code pénal;

3° l'article 4, alinéa 2, de la loi du 28 mai 1888 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes".

Il appelle en outre les observations suivantes :

1.

La mention de la loi du 29 décembre 1955 comme disposition modificative de la loi du 15 mai 1912 est en tout cas inexacte puisque la loi de 1955 n'a pas modifié mais dérogé à l'article 10 de la loi de 1912.

2.

L'article 6 de la loi du 29 décembre 1955 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1956 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs permet au Roi de fixer le montant maximum du subside que le tribunal ou le juge des référés pouvait allouer pour l'entretien et l'éducation de l'enfant "confié à une personne autre que la mère, à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée", conformément à l'article 10 de la loi du 15 mai 1912.

Le Conseil d'Etat a, dans son avis du 10 juillet 1957, estimé que "l'on pourrait considérer que, se trouvant insérée dans une loi budgétaire, (cette disposition) n'a d'effet que pour un an maximum; mais que les exemples sont nombreux des dispositions permanentes inscrites dans les lois budgétaires".

Si le Gouvernement estimait que cet article avait une valeur permanente, l'article 6 de la loi du 29 dé-

./.

cembre 1955 devrait être abrogé mais à titre de disposition indépendante et non comme une disposition modificative de la loi du 15 mai 1912.

Article 82.

Il y aurait lieu de grouper dans un même article toutes les mises en concordance nécessitées par les dispositions du présent projet.

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, de rédiger cet article comme suit :

"Article 82.

§ 1er. A l'article 348 du Code civil, les mots "et celles de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance", sont remplacés par les mots "et celles de la loi relative à la protection de la jeunesse".

§ 2. A l'article 369bis du Code pénal, les mots "en vertu de la loi sur la protection de l'enfance" sont remplacés par les mots "en vertu de la loi relative à la protection de la jeunesse".

§ 3. Aux articles 225 et 226 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, modifiés par la loi du 31 juillet 1952, les mots "juge d'appel des enfants" et "juge des enfants" sont remplacés respectivement par les mots "conseiller à la Cour de la jeunesse" et "juge au tribunal de la jeunesse".

§ 4. A l'article 13, alinéa 2, de la loi du 5 septembre 1919 instituant l'Oeuvre nationale de l'enfance, les mots "sur la réquisition duquel le juge des enfants ordonnera les mesures commandées dans l'intérêt de l'enfant. Appel de la décision du juge pourra être interjeté conformément à l'article 32 de

/

la loi du 15 mai 1912" sont supprimés.

§ 5. A l'article 83, alinéa 1er, de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique, les mots "au tribunal" sont remplacés par les mots "au tribunal de la jeunesse".

§ 6. A l'article 7, 9°, du Code électoral, les mots "de l'article 63 de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance" sont remplacés par les mots "de l'article 75 de la loi relative à la protection de la jeunesse".

§ 7. A l'article 123bis, alinéa 3, inséré par l'arrêté royal du 26 juin 1962 dans l'arrêté royal du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937 qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés, les mots "le juge de paix du lieu où l'enfant est élevé" sont remplacés par les mots "le tribunal de la jeunesse de la résidence du mineur".

§ 8. A l'article 70, alinéa 3, des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939, modifié par la loi du 20 juillet 1961, les mots "le juge de paix du lieu où l'enfant est élevé" sont remplacés par les mots "le tribunal de la jeunesse de la résidence du mineur".

§ 9. A l'article 55, § 7, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, les mots "le juge des enfants" sont remplacés par les mots "les juges au tribunal de la jeunesse".

./.

§ 10. Les modifications suivantes sont apportées aux lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957 :

1° à l'article 5, alinéa 2, les mots "le juge des enfants" sont remplacés par les mots "le tribunal de la jeunesse";

2° au même article, alinéa 3, les mots "délégué à la protection de l'enfance" sont remplacés par les mots "délégué à la protection de la jeunesse";

3° à l'article 6, alinéa 1er, modifié par la loi du 29 mai 1959, les mots "du juge des enfants" sont remplacés par les mots "du tribunal de la jeunesse";

4° à l'article 9, alinéa 2, les mots "délégué à la protection de l'enfance" sont remplacés par les mots "délégué à la protection de la jeunesse";

5° à l'article 10, alinéa 4, les mots "le juge des enfants aux fins d'intervention" sont remplacés par les mots "le tribunal de la jeunesse aux fins d'intervention";

6° à l'article 11, alinéa 1er, les mots "le juge des enfants" sont remplacés par les mots "le tribunal de la jeunesse";

7° au même article, alinéa 8, les mots "le juge des enfants" et "loi du 15 mai 1912" sont remplacés respectivement par les mots "le tribunal de la jeunesse" et "loi relative à la protection de la jeunesse";

8° à l'article 12, alinéa 6, les mots "le juge des enfants" sont remplacés par les mots "le tribunal de la jeunesse".

§ 11. Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse :

./.

1° L'article 7 est remplacé par la disposition suivante:

"Article 7. Le mineur qui contrevient à l'article 1er peut être déféré au tribunal de la jeunesse qui peut, à son égard, prendre l'une des mesures prévues à l'article 33, 1°, 2° et 3°, de la loi relative à la protection de la jeunesse".

2° A l'article 9, alinéa 1er, les mots "délégués à la protection de l'enfance auprès des juridictions des enfants" sont remplacés par "délégués permanents à la protection de la jeunesse".

\+
\+ \+

Il ne paraît pas opportun de modifier l'article 10 de la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse, qui donne au Roi le pouvoir de coordonner les dispositions de la loi du 15 juillet 1960 avec le Code pénal et la loi du 15 mai 1912, en remplaçant les mots "la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance" par les mots "la loi relative à la protection de la jeunesse".

Au cas où le Gouvernement préférerait ne pas recourir à la procédure réglée par la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois, il y aurait lieu d'insérer dans le projet un article nouveau rédigé comme suit :

"Article ...

Le Roi peut codifier les dispositions légales relatives à la protection de la jeunesse en tenant compte des modifications expresses ou implicites que ces dispositions auraient subies au moment où la codification sera établie.

./.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à codifier;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à codifier en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° sans porter atteinte aux principes inscrits dans les dispositions à codifier, en modifier la rédaction en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie.

La codification portera l'intitulé suivant :

"Code de la protection de la jeunesse".

Article 86 (qui devient l'article 87, à la suite de l'amendement du 16 mai 1963).

Le Conseil d'Etat suggère pour cet article la rédaction suivante :

"Article 87.-

Les personnes désignées avant l'entrée en vigueur de la présente loi, par application de l'article 5 de la loi du 15 mai 1912, ou,en cas de déchéance de la mère, le père,sont considérées comme désignées en vertu de la présente loi".

Article 87 (qui devient l'article 88).

Si le Gouvernement a l'intention de conférer la qualité d'agent de l'Etat aux personnes visées par cet article, comme à celles qui seront nommées à l'avenir sur base de l'article 62 du projet, il conviendrait d'ajouter à l'article 87, les mots "Ils sont soumis au statut des agents de l'Etat".

III. OBSERVATIONS DE FORME.

1. Il convient, en s'en tenant aux règles généralement admises, de supprimer les majuscules dont l'emploi ne se justifie pas.

2. Les mots "article" et "alinéa" doivent toujours être écrits en entier.

3. Le numérotage des titres, chapitres et sections doit se faire en chiffres cardinaux romains, sauf pour le "Titre Premier", le "Chapitre Premier" et la "Section Première".

4. Il est préférable d'utiliser uniformément le mot "avocat" plutôt que celui de "conseil" ou de "défenseur", là où ces vocables, moins précis, étaient employés.

5. Partout où le texte se réfère à "l'article précédent" ou à "l'alinéa précédent", il y a lieu de substituer à cette formule l'indication exacte de l'article ou de l'alinéa auquel il est fait référence.

6. A plusieurs articles, la mention de l'âge doit être faite en lettres et non en chiffres.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose de remplacer l'intitulé du projet par le suivant :

"Projet de loi relative à la protection de la jeunesse".

Le projet appelle, en outre, quelques modifications de forme propres à certains articles et reproduites sous la mention de ceux-ci.

.../...

Article 1er.

Il y aurait lieu d'écrire "article 1er".

Article 8.

Si le Gouvernement se rallie à la suggestion du Conseil d'Etat quant à la dénomination de la juridiction d'appel de la jeunesse (voir remarque faite plus haut à propos du même article), les mots "juges d'appel de la jeunesse" devraient être remplacés par les mots "conseillers à la Cour de la jeunesse".

Article 11.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 11.-

L'article 268 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 268. ... ".

Article 12.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 12.-

L'article 302 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 302. ... ". .../...

Article 13.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 13.-

A l'article 303 du même Code, les mots "... " sont supprimés".

Article 14.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 14.-

L'article 311ter du mêm Code, abrogé par la loi du 20 juillet 1962, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 311ter. ...".

Article 15.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 15.-

L'article 355, alinéa 1er, du même Code est remplacé par la disposition suivante : "L'acte d'adoption ... ".

.../...

Article 16.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 16.-

L'article 373 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 373. ... ".

Article 17.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 17.-

L'article 374 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 374. ... ".

Article 18.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 18.-

L'article 407 du même Code est complété par les dispositions suivantes : ... ".

.../...

Article 19.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 19.-

L'article 477 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 477 : ... ".

Article 20.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 20.-

L'article 478 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 478 : ... ".

Article 21.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 21.-

L'article 479 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 479 : ... ".

.../...

Article 22.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 22.-

L'article 485 du même Code est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 485. ... ".

Article 23.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 23.-

L'article 79 de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique est remplacé par la disposition suivante :

"Article 79. ... ".

Article 32.

Au 4°, les mots "fait qualifié infraction" doivent être remplacés par les mots "fait érigé en infraction".

Au 5°, l'expression "articles 10 et 11 de l'arrêté royal du 20 août 1957 portant coordination des lois sur l'enseignement primaire" doit être remplacée par "articles 10 et 11 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957".

.../...

Article 48.

"Sauf en ce qui concerne l'application des articles 32-35-36 et 39" doit être remplacé par "sauf dans les cas prévus aux articles 32, 35, 36 et 39".

Article 49.

"A la section 1 du chapitre III" est à remplacer par "au chapitre III, section première".

Article 50.

Les mots "à la section II du chapitre III" doivent être remplacés par "au chapitre III, section II".

Article 61.

A l'alinéa 1er les mots "des articles 33, 1° - 3° - 4° -, 35 et 36" doivent être écrits "des articles 33, 1°, 3°, 4°, 35 et 36".

Article 64.

Cet article appelle les observations suivantes :

a) si le Gouvernement se rallie à la suggestion du Conseil d'Etat quant à la dénomination de la juridiction d'appel de la jeunesse (voir remarque faite sur l'article 8), à l'alinéa 1er, les mots "un juge d'appel de la jeunesse" devraient être remplacés par "un conseiller à la Cour de la jeunesse";
b) au même alinéa, il conviendrait d'écrire "deux juges au tribunal de la jeunesse" pour leur donner leur titre exact;

.../...

c) à l'alinéa 3, "du juge de la jeunesse" doit être remplacé par "d'un juge au tribunal de la jeunesse".

Article 70.

Les mots "le juge de la jeunesse" doivent être remplacés par les mots "le juge au tribunal de la jeunesse".

Article 74.

Le début de cet article serait plus correctement rédigé comme suit :

"Quiconque, en dehors des cas prévus par le Code pénal, la loi du 28 mai 1888 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes et la loi sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants, coordonnée le 28 février 1919, ...".

Article 76.-

a) Il y aurait lieu d'écrire au 1° : "... indiqués à l'article 66, alinéas 3 et 4, du Code pénal", et "fait érigé en contravention";

b) au 2°, il y aurait lieu d'écrire : "... fait érigé en infraction par le Code forestier".

.../..

Article 77.

Il y aurait lieu d'écrire "fait érigé en infraction".

Article 78.

Les mots "fait qualifié contravention" devraient être remplacés par les mots "fait érigé en contravention".

Articles 84 et 85.

Ces articles, qui règlent les pouvoirs que les juges des enfants continuent à exercer, devraient être groupés en un seul article.

Un texte complet a été donné dans la version néerlandaise de l'avis pour les articles : 27; 30; 33; 44; 49 alinéas 1er et 2; 57, alinéa 1er; 61, alinéas 4, 5 et 6; 63, alinéa 1er; 66, alinéa 2; 67, alinéa 2; 68, alinéas 1er, 2 et 3; 69, alinéa 1er; 70, alinéa 1er.

I. ALGEMENE OPMERKINGEN.

In zijn advies van 7 oktober 1957 over het ontwerp van wet op de bescherming van de minderjarigen (Gedr. St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, 885, 1957/1958, nr 1), heeft de Raad van State de vraag opgeworpen in hoeverre de bevoegdheid die ten aanzien van minderjarigen aan de rechtbank wordt gegeven, overeen te brengen is met de artikelen 7 en 9 van de Grondwet, die de vrijheid van de persoon waarborgen.

De in dat advies voorkomende verwijzingen hoeven hier niet te worden herhaald. Alleen zij opgemerkt dat, al wijzen de wet van 15 mei 1912 op de kinderbescherming en die van 9 april 1930 op de bescherming van de maatschappij op een minder strakke interpretatie van de in voornoemde artikelen 7 en 9 neergelegde regelen, dit niets afdoet aan de grondwettelijke verplichting, enige aantasting van de vrijheid van de persoon met ernstige waarborgen te omkleden.

Volgens het ontwerp is alleen de gerechtelijke overheid bevoegd om, zoals de memorie van toelichting het zegt, "met de nodige waarborgen maatregelen te nemen die de handelingsvrijheid van het gezin beperken". Aan de wetgever te oordelen, of die waarborgen volstaan. Deze zijn opgesomd in het advies van de Raad van State van 7 oktober 1957 en het ontwerp houdt er in ruime mate rekening mede.

\+

\+ \+

.../...

Luidens artikel 1 van het ontwerp heeft het jeugdbeschermingscomité tot opdracht op te treden "wanneer de gezondheid, de veiligheid, de zedelijkheid of de opvoeding van een minderjarige ... gevaar loopt". Dat zijn ook de gevallen waarin de jeugdrechtbank ingevolge artikel 25 opvoedende bijstand kan bevelen voor hen die de minderjarige onder hun bewaring hebben, en waarin zij, krachtens artikel 32, 2°, maatregelen ten aanzien van deze laatste vermag te nemen.

Het ontwerp van wet waarover op 7 oktober 1957 werd geadviseerd, liet het jeugdbeschermingscomité en de rechtbank voor minderjarigen alleen optreden "wanneer de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van de minderjarige in gevaar wordt gebracht". Van "opvoeding" was daarin geen sprake.

Over begrippen als gezondheid en veiligheid, die op concrete en algemeen aanvaarde gegevens gefundeerd zijn, lopen de meningen weinig of niet uiteen. Anders staat het met de begrippen "zedelijkheid" en vooral "opvoeding", die zich, naar gelang van het milieu, de herkomst, de wijsgerige of politieke gezindheid, verschillend laten interpreteren.

Opvoeding doelt onder meer op het tot ontwikkeling brengen van de geestelijke en zedelijke vermogens in het kind. Ze kan worden betrokken op de gerichtheid van hem die ermede belast is en op het ideaal dat hij nastreeft. Dit ideaal verschilt van persoon tot persoon en een waardeoordeel daarover is tot op zekere hoogte altijd subjectief.

.../...

De zeer ruime formule waarmee het ontwerp werkt - het gebruikt immers zonder enige verduidelijking de term "opvoeding" -, kan zó worden verstaan dat de rechter hier een opdracht krijgt waarin die subjectieve factor een voorname rol speelt. De magistraat, gehouden tot het doen van uitspraak, zou dan wel eens een oordeel moeten vellen over de opvoedende waarde van een vorming die sommigen gevaarlijk, anderen voortreffelijk achten.

Uit de memorie van toelichting, met name uit de commentaar bij artikel 32, 2°, blijkt dat de Regering er niet aan denkt de rechter toe te staan zich te begeven op een terrein waar de wetgever dit nog nooit heeft geduld. Die memorie zegt immers : "Het gevaar voor de gezondheid, de veiligheid, de zedelijkheid of de opvoeding van de minderjarige kan onder meer voortspruiten, hetzij uit het feit dat deze zich aan prostitutie of ontucht overgeeft of zijn bestaan zoekt in het spel , handelingen of bezigheden die tot prostitutie, bedelarij, landloperij of misdadigheid kunnen leiden, hetzij uit de tekortkomingen inzake opvoeding en het gebrek aan toezicht vanwege ouders of verzorgers, hetzij uit het feit, dat de ouders nalaten ten aanzien van hun zieke, onvolwaardige of aan gedragsstoornissen lijdende kinderen de gepaste maatregelen te nemen".

Verderop, met name over de gebrekkige kinderen, voegt de memorie eraan toe : "Al te dikwijls willen ouders die de door medische of sociale instellingen aangeprezen uitbestedingen hadden aanvaard, het kind te vroeg of wanneer het oud genoeg is om een loon in te brengen, uit de inrichtingen terugtrekken. In zulk geval kan de jeugdrechtbank, indien het voortijdige weghalen

.../...

van het kind voor zijn lichamelijke of zedelijke gezondheid schadelijk blijkt te zijn, de handhaving van de plaatsingsmaatregel bevelen op grond van artikel 32, 2°".

Die citaten tonen uit welke overwegingen de Regering het woord "opvoeding" in het ontwerp heeft opgenomen : de kinderen mogen uit onwetendheid, nalatigheid of egoïsme van de ouders niet verstoken blijven van de opvoedingsvoorwaarden die hun , gelet op hun lichamelijke en geestelijke gesteldheid, worden geboden. Het wil de Raad van State voorkomen, dat dit oogmerk preciezer verwoord zou zijn indien in de artikelen 1, 25 en 32, 2°, niet van opvoeding, maar van "opvoedingsvoorwaarden" werd gesproken.

In dit verband zij er op gewezen dat, anders dan artikel 25, waar zonder meer sprake is van gevaar voor de gezondheid, de veiligheid, de zedelijkheid of de opvoeding van de minderjarige, de artikelen 1 en 32, 2°, het jeugdbeschermingscomité of de jeugdrechtbank alleen dan laten optreden als er zulk een gevaar is vanwege het milieu waarin de minderjarige wordt grootgebracht of vanwege zijn bezigheden. Zulk een beperking moge aan te nemen zijn waar het om gezondheid, veiligheid of zedelijkheid gaat, ze is niet gewettigd als het de opvooding betreft : niet door het milieu op zichzelf en ook niet door zijn bezigheid, maar door het voor hem schadelijke gedrag van de ouders, wordt de minderjarige in zijn opvoedingsmogelijkheden bedreigd.

.../...

Beter ware dan ook in die twee artikelen te bepalen, dat het comité of de rechtbank optreedt wanneer de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van de minderjarige gevaar lopen wegens het milieu waarin hij wordt grootgebracht of wegens zijn bezigheden, of wanneer hij door het gedrag van degenen die hem onder hun bewaring hebben, in zijn opvoedingsvoorwaarden wordt bedreigd.

II. ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Volgens de Franse tekst van de memorie van toelichting wordt een jeugdbeschermingscomité ingericht in de hoofdplaats van ieder "arrondissement judiciaire". Is dat zó, dan ware die verduidelijking ook in artikel 1 te geven.

Artikel 2.

Het tweede lid zegt, dat ten minste een vijfde van de leden van het jeugdbeschermingscomité "op de voordracht van de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur worden benoemd". De benaming en de bevoegdheid van de Ministers kunnen veranderen. Daarom duide men de Ministers aan naar de materie waarin zij bevoegd zijn, en schrijve men : "Minister tot wiens bevoegdheid de nationale opvoeding behoort" en "Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid en de gezinszorg behoort".

.../...

Artikel 3.

Dit artikel bepaalt de opdracht van de jeugdbeschermingscomités. Over die opdracht is reeds in artikel 1 sprake. Men voege beide artikelen dan ook samen.

+
+ +

In 2° van artikel 3 ware duidelijk te stellen of de Regering de jeugdbeschermingscomités de zorg wenst op te dragen niet alleen de feiten "die een nadelige invloed kunnen hebben op de lichamelijke of zedelijke gezondheid van de jeugd" ter kennis van de bevoegde overheden te brengen, maar ook die welke bepaalde minderjarigen in hun gezondheid, veiligheid, zedelijkheid of opvoeding bedreigen.

+
+ +

De "preventieve sociale actie", waarvan sprake in artikel 3, 3°, is nergens bepaald noch georganiseerd.

+
+ +

Onder 1°, 2° en 3° van artikel 3 worden een aantal niet elders in het ontwerp bepaalde bevoegdheden aangegeven, die de jeugdbeschermingscomités ambtshalve zullen uitoefenen. Onder 4°, 5° en 6° daarentegen zijn

.../...

een aantal opdrachten genoemd waarmee sommige overheden die comités ingevolge andere artikelen van het ontwerp kunnen belasten. Dit is met name het geval voor de onder 4° bedoelde opvoedende bijstand die hun krachtens artikel 26, en met het onder 5° bedoelde toezicht op de kinderbijslag, dat hun krachtens artikel 24 van het ontwerp kan worden opgedragen, terwijl hun verantwoordelijkheid, waarvan sprake onder 6°, bepaald is in artikel 11, dat artikel 268 van het Burgerlijk Wetboek wijzigt, alsook in de artikelen 33, 38 en 70.

De teksten onder 4°, 5° en 6° van artikel 3 hebben dus geen eigen juridische strekking en zijn doublures van de hierboven vermelde voorschriften. Ze worden best vervangen door een bepaling die in algemener bewoordingen zou zijn geformuleerd.

Artikel 4.

In het derde tot het vijfde lid van dat artikel wordt een andere materie geregeld dan in het eerste en het tweede; men werke dan ook liefst met afzonderlijke artikelen.

\+

\+ \+

Het vijfde lid zegt : "De bijdrage van de ouders wordt door het comité vastgesteld, behoudens beroep bij de jeugdrechtbank".

.../...

Volgens de gemachtigde van de Regering gaat het hier onder meer om de bijdrage van de ouders in de uitbesteding of in de medisch-psychologische behandeling van het kind.

De strekking van die bepaling is inmiddels niet duidelijk.

Hier kunnen immers niet de gevallen bedoeld zijn waarin zulk een maatregel door de jeugdrechtbank is bevolen, want het ontwerp bepaalt in bijzonderheden, met name in artikel 68, hoe "de bijdrage van de minderjarigen en van de personen die hun onderhoud verschuldigd zijn", dan wordt vastgesteld en ingevorderd.

Zowel uit de tekst van het ontwerp als uit de memorie van toelichting blijkt voorts, dat het jeugdbeschermingscomité terzake geen andere opdracht heeft dan de ouders bij te staan en dat, als het belang van het kind verplichte uitbesteding of medisch-psychologische behandeling vordert, alleen de rechtbank tot het nemen van een beslissing bevoegd is (artikel 33).

Uitbesteding of behandeling ingevolge een optreden van het comité kan dus niet plaatshebben dan met het akkoord van de ouders en dat akkoord moet noodzakelijk op het bedrag van hun aandeel in de kosten slaan. Anders is er gevaar dat de ouders, als ze de rekening voorgelegd krijgen, de behandeling stopzetten of het kind weghalen uit de instelling waar het is opgenomen.

.../...

Men late dat lid dus weg.

Bij de artikelen 1 tot 4 van het ontwerp zijn bovendien een aantal vormopmerkingen te maken die geen commentaar behoeven en waarmee in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden :

"Artikel 1.-

In de hoofdplaats van ieder gerechtelijk arrondissement wordt een jeugdbeschermingscomité opgericht.

Dat comité heeft tot opdracht :

1° voor het beschermen van de minderjarigen in de gevallen en op de wijze bij de wet bepaald, aan de bevoegde overheden zijn medewerking te verlenen wanneer de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van een minderjarige gevaar loopt wegens het milieu waarin hij leeft of wegens zijn bezigheden, of wanneer hij door het gedrag van degenen die hem onder hun bewaring hebben, in zijn opvoedingsvoorwaarden wordt bedreigd ;

2° de feiten die op de lichamelijke of zedelijke gezondheid van de jeugd nadelig kunnen inwerken ter kennis van de bevoegde overheden te brengen (zie opmerkingen bij artikel 3) ;

3° ten aanzien van de minderjarigen wier familie zijn hulp heeft gevraagd of aanvaard, een preventieve sociale actie te voeren ;

.../...

4° in plaatselijk en gewestelijk verband enig initiatief voor een betere gezondheid, veiligheid, zedelijkheid en opvoeding van de jeugd te bevorderen.

Artikel 2.-

... (zoals in artikel 2 van het ontwerp ... Maar men schrijve : "... 25 leden, door de Minister van Justitie voor drie jaar te benoemen uit vertegenwoordigers ...").

Artikel 3.-

De Minister van Justitie richt in ieder gerechtelijk arrondissement of in iedere provincie de volgende diensten in, die hij ter beschikking van de jeugdbeschermingscomités stelt :

1° ... (artikel 4, eerste en tweede lid, van het ontwerp) ...

Artikel 4.-

De werkingskosten van het comité ... (artikel 4, derde en vierde lid, van het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 5.

Het tweede lid zou de bedoeling van de Regeri beter weergeven indien het als volgt was gesteld :

"Die rechtbank bestaat uit één of meer kamers met één rechter. De Koning bepaalt het aantal kamers".

Het derde lid zegt dat de Koning voor die dienst rechters titularissen of plaatsvervangende rechters aanwijst. Het vierde lid bepaalt "dat Hij onder hen een voorzitter kan aanwijzen". Die bepaling kan verwarring stichten : ze is eigenlijk zó te verstaan dat de voorzitter alleen uit de rechters titularissen, en niet onverschillig uit de rechters titularissen of de plaatsvervangende rechters kan worden gekozen. Als niet méér dan één rechter titularis geroepen wordt om in de jeugdrechtbank zitting te nemen, is het bovendien niet nodig een voorzitter te benoemen. Een betere lezing voor het derde lid ware dan ook :

"Als de jeugdrechtbank uit verscheidene rechters titularissen bestaat, kan de Koning uit hun midden een voorzitter aanwijzen".

De memorie van toelichting zegt dat de aan de jeugdrechtbank verbonden magistraten dat ambt niet lange samen met andere gerechtelijke werkzaamheden mogen uitoefenen. Zulk een verbod is in het ontwerp nergens gesteld. Wettelijk is het dus niet uitgesloten, dat de voor de dienst van de jeugdrechtbank aangewezen rechter titularis van de rechtbank van eerste aanleg geroepen wordt om in de kamers van deze laatste zitting te nemen.

.../...

In het vierde lid vervange men "onder hen" door "uit hun midden".

Artikel 6.

In plaats van "leden van het parket" schrijve men "magistraten van het parket", zoals in artikel 9 van het ontwerp en in de wet van 15 mei 1912 staat.

Artikel 8.

Het is ongewoon, dat in de benaming van een afdeling van het Hof van beroep de woorden "Hof van beroep" voorkomen. Alleen de drie in artikel 104 van de Grondwet bedoelde hoven heten immers zó. Beter ware hier "Hof voor de jeugd" of "afdeling voor de jeugd".

Het tweede lid leze men zo :

"De leden van het Hof van beroep die geroepen worden om hun ambt bij het "Hof voor de jeugd" uit te oefenen, worden door de Koning voor een termijn van drie jaren, als titularis of als plaatsvervanger, aangewezen".

Artikel 10.

Artikel 264 van het Burgerlijk Wetboek, zoals de wet van 20 juli 1962 het heeft gewijzigd, luidt als volgt :

.../...

"De echtgenoot in wiens voordeel echtscheiding is toegestaan bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, moet binnen twee maanden het beschikkende gedeelte van het vonnis of van het arrest betekenen of, tegen ontvangbewijs, terhand stellen aan de ambtenaar van de burgerlijke stand der gemeente waar het huwelijk voltrokken is of, wanneer het huwelijk niet in België voltrokken is, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van het eerste district van Brussel.

Het exploot van betekening of het ontvangbewijs wordt aangezegd aan de partij tegen wie de echtscheiding verkregen is.

Binnen een maand na de betekening of na de terhandstelling aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, schrijft deze het beschikkende gedeelte over in zijn registers; er wordt melding van gemaakt op de kant van de akte van huwelijk, indien deze in België is opgemaakt of overgeschreven".

Artikel 10 vult dat artikel aan en verplicht de ambtenaar van de burgerlijke stand die de overschrijving doet, daarvan kennis te geven aan de ambtenaar van het openbaar ministerie bij het gerecht dat de beslissing tot echtscheiding heeft gewezen. Volgens artikel 302 van het Burgerlijk Wetboek, zoals artikel 12 van het ontwerp het wil vervangen, verzoekt de procureur des Konings de jeugdrechtbank uitspraak te doen over de bewaring van de kinderen, het recht van bezoek, enz...

.../...

Wanneer de echtscheiding door een Belgische rechtbank toegestaan en in België overgeschreven is, doet zich geen moeilijkheid voor. Is ze door een vreemde rechtbank uitgesproken of toegestaan, en naderhand in België overgeschreven, dan is de vraag aan welke "ambtenaar van het openbaar ministerie" - gesteld dat de uit de gedivorceerde ouders geboren kinderen in België verblijven - de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de overschrijving geschiedde hiervan moet kennis geven.

Artikel 11.

Dit artikel vervangt artikel 268 van het Burgerlijk Wetboek.

De nieuwe bepaling geeft de voorzitter een ruime bevoegdheid als hij in kortgeding uitspraak doet over voorlopige maatregelen met betrekking tot de persoon en de goederen zowel van de partijen als van de gemeenschappelijke kinderen. De procureur des Konings zal, langs de afgevaardigden bij de kinderbescherming om, alle nuttige inlichtingen over de morele en materiële toestand van de kinderen inwinnen. Daar ligt reeds in besloten, dat wordt nagegaan of er wel zulke kinderen zijn. De laatste volzin van het tweede lid, volgens welke de procureur "een onderzoek naar het bestaan van die kinderen instelt", moet dus vervallen.

In het vierde lid zijn de woorden "die hij nodig acht" overbodig.

.../...

Artikel 15.

Dit artikel vervangt het eerste lid van artikel 355 van het Burgerlijk Wetboek.

Volgens het huidige artikel 355 moet de akte van aanneming aan de rechtbank van eerste aanleg van de woonplaats van de aannemende ter homologatie worden onderworpen, ongeacht de leeftijd van de aangenomene.

Volgens de nieuwe bepaling moet de akte van aanneming, als die een minderjarige betreft, ter homologatie onderworpen worden aan de jeugdrechtbank van de woonplaats van de aannemende.

Het tweede lid van het huidige artikel 355 rekent met het geval, dat de aannemende zijn woonplaats in het buitenland heeft en verklaart voor dat geval de rechtbank van eerste aanleg te Brussel bevoegd. Het ontwerp regelt dat geval echter niet in het raam van de bevoegdheid die het de jeugdrechtbank terzake opdraagt. Ook het tweede lid van artikel 355 ware te wijzigen, evenals artikel 356 van het Burgerlijk Wetboek, dat handelt over hoger beroep tegen vonnissen die de aanneming homologeren. Men bepale dat het bij artikel 8 van het ontwerp ingestelde "Hof voor de jeugd", dat kennis neemt van de beslissingen van de jeugdrechtbanken, bevoegd is om in hoger beroep uitspraak te doen over de homologatie van aannemingen door genoemde rechtbanken uitgesproken.

.../...

Ook in artikel 360, dat handelt over de herroeping van de aanneming, moeten met het oog op het optreden van de jeugdrechtbank de nodige wijzigingen worden aangebracht.

Artikel 16.

Artikel 16 vervangt artikel 373 van het Burgerlijk Wetboek door hetgeen volgt :

"Indien de echtgenoten het niet eens zijn, wordt dit gezag door de vader uitgeoefend ; de moeder kan zich tot de jeugdrechtbank wenden".

Die bepaling is niet vrij te pleiten van enige dubbelzinnigheid.

Ze houdt immers in, dat het kind bij onenigheid tussen de echtgenoten onder het gezag van de vader komt.

Maar onder dat gezag kan het kind ook komen ingevolge het uitdrukkelijk of stilzwijgend goedvinden van de echtgenoten en ook nog, als de jeugdrechtbank zo beslist, ingevolge het beroep dat de moeder bij haar heeft ingesteld.

.../...

Een juister en tevens duidelijker lezing voor artikel 373 zou dus zijn :

"Dat gezag wordt uitgeoefend door de vader, tenzij de echtgenoten overeenkomen het aan de moeder op te dragen.

Zijn zij het niet eens, dan kan de moeder zich tot de jeugdrechtbank wenden".

Artikel 19.

Met de wijziging die het in artikel 477 van het Burgerlijk Wetboek aanbrengt, wil artikel 19 van het ontwerp, blijkens de memorie van toelichting, de jeugdrechtbank bevoegdheid geven om het verzoek dat door de vader of, bij gebreke van de vader, door de moeder is ingediend te beoordelen.

Opdat die beoordelingsbevoegdheid met kennis van zaken kan worden uitgeoefend, moet de echtgenoot of degene aan wiens zorgen het kind is toevertrouwd, alleszins worden gehoord of opgeroepen.

Artikel 477 van het Burgerlijk Wetboek ware overeenkomstig die opmerking als volgt aan te vullen :

"De echtgenoot of degene aan wiens bewaring het kind is toevertrouwd, moet alleszins vooraf worden gehoord of opgeroepen".

.../...

Artikel 20.

Men leze dat artikel als volgt :

"Artikel 20.-

De minderjarige die geen ouders meer heeft en de volle leeftijd van zestien jaar heeft bereikt, kan worden ontvoogd indien de familieraad hem daartoe geschikt oordeelt.

Het proces-verbaal van de beslissing waaruit de instemming van de familieraad blijkt, wordt door de vrederechter aan de jeugdrechtbank toegezonden.

De ontvoogding wordt uitgesproken door de jeugdrechtbank".

Artikel 21.

Volgens het huidige artikel 479 (eerste en tweede lid) van het Burgerlijk Wetboek, moet de vrederechter voldoen aan het verzoek van één of meer bloed- of aanverwanten de familieraad bijeen te roepen om over de ontvoogding van de minderjarige te beraadslagen.

Het ontwerp neemt het eerste lid van dat artikel over maar voegt er een tweede aan toe, krachtens hetwelk ook de ouderloze minderjarige de vrederechter kan verzoeken, de familieraad bijeen te roepen om over dat punt te beraadslagen.

.../...

De regel die in het tweede lid van het huidige artikel 479 is neergelegd, komt in het ontwerp echter niet meer voor. Tenzij de Regering de vrederechter wil laten oordelen of al dan niet moet worden voldaan aan het verzoek dat bij hem krachtens artikel 479 aanhangig is gemaakt, verdient het stellig de voorkeur het dwingend karakter dat zulk een verzoek ingevolge het tweede lid van het geldende artikel bezat, in de nieuwe bepaling te behouden.

Dat kan worden gezegd in een derde lid, als volgt :

"De rechter moet aan die verzoeken voldoen".

In het tweede lid schrijve men "de minderjarige die de in artikel 478 gestelde vereisten vervult" in plaats van "de in het vorige artikel bedoelde minderjarige".

Artikel 22.

De woorden "bij de jeugdrechtbank" in het tweede lid kunnen vervallen; het aldaar bedoelde ambt wordt vervuld ofwel door de Procureur des Konings ofwel door een of meer leden van het parket die hij aanwijst.

.../..

Artikel 23.

De woorden "op advies van de leden van de commissie" mogen voorkomen in artikel 79 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand, juridisch correcter ware toch "op advies van de commissie".

Artikel 26.

Artikel 26 moet eigenlijk aangeven, waarin de maatregel die de jeugdrechtbank ingevolge artikel 25 kan nemen, bestaat. De eerste volzin lijkt dan ook als volgt te moeten worden gelezen :

"De maatregel in zake opvoedende bijstand bestaat hierin, dat de jeugdrechtbank diegenen die de minderjarige onder hun bewaring hebben, de hulp van het jeugdbeschermingscomité of van een afgevaardigde bij de kinderbescherming toezegt".

De tweede volzin van het eerste lid van artikel 26 is overbodig. Reeds in artikel 25 is gezegd, dat opvoedende bijstand ten aanzien van hen die de minderjarige onder hun bewaring hebben, gewettigd is als diens veiligheid, zedelijkheid of opvoeding gevaar lopen.

.../...

Het tweede lid leze men dus zó :

"Tot opvoedende bijstand kan los van enige procesgang tegen de minderjarige worden besloten".

Artikel 28.

Dit artikel zegt welke gevolgen volledige ontzetting van de ouderlijke macht heeft. De wet van 15 mei 1912 maakt een onderscheid tussen verplichte ontzetting, die steeds volledig is (artikel 2), en facultatieve ontzetting, die volledig of gedeeltelijk kan zijn (artikel 3). Volledige ontzetting is volstrekt, niet alleen ten aanzien van de uit de ouderlijke macht voortvloeiende rechten, maar is het ook doordat ze de schuldige mede "in al zijn kinderen en afstammelingen, geboren of nog ongeboren, wettige of onwettige, treft" (verslag namens de centrale afdeling van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1911-1912, nr 77). Alleen die verplichte en volledige ontzetting leidt voor de betrokkene, buiten alle uit de ouderlijke macht voortvloeiende rechten, tot algemene onbekwaamheid om sommige, in artikel 2 van de wet van 1912 opgesomde rechten, met name het recht voogd of lid van de familieraad te zijn, uit te oefenen.

Artikel 28, 2°, van het ontwerp behoudt die opsomming en ook de algemene onbekwaamheid bij volledige ontzetting, met dien verstande dat, naar de letter van de tekst, de ontzetting volledig is in de zin van dat artikel zodra ze ook maar ten aanzien van één der kinderen op alle, uit de ouderlijke macht voortvloeiende rechten slaat.

De vader die door de jeugdrechtbank ten aanzien van één van zijn kinderen uit al die rechten is ontzet, blijft zijn macht over de andere kinderen uitoefenen ; bij overlijden van de moeder kan hij echter niet hun voogd worden krachtens artikel 390 van het Burgerlijk Wetboek, dat de voogdij over de minderjarige kinderen van rechtswege aan de langstlevende der ouders opdraagt.

+

\+ +

Het ontwerp trekt de gevolgen van de ontzetting door tot de rechten die thans niet worden geacht met de ouderlijke macht samen te hangen : a) het recht om overeenkomstig artikel 746 van het Burgerlijk Wetboek geheel of ten dele de nalatenschap van zijn kinderen te verkrijgen b) het recht om levensonderhoud te vorderen.

Blijkens een opmerking van de heer WOESTE tijdens de vergadering van de Kamer van Volksvertegenwoordigers van 2 april 1912 en het antwoord van de heer CARTON de WIART, Minister van Justitie (Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1911-1912, nr 77), blijft de wederzijdse onderhoudsplicht onder de huidige wet immers bestaan, ook al is er ontzetting.

Ten aanzien van de ascendenten is daarbij het volgende op te merken. Volgens DE LAGE berust de ouderlijke macht alleen bij de vader en de moeder, maar ontlenen de ascendenten bij overlijden van de langstlevende vader of moeder aan de wet een tweeledig recht, een

.../...

overblijfsel van de ouderlijke macht der ascendenten, met name : het recht voogd te zijn (artikel 402 van het Burgerlijk Wetboek) en het recht toe te stemmen in het huwelijk van hun kleinkinderen (artikel 150 van het Burgerlijk Wetboek) (Traité élémentaire de droit civil belge, 3e uitgave, eerste deel, nr 783). Waar artikel 2 van de wet van 15 mei 1912 bepaalt dat de uit alle rechten ontzette tevens onbekwaam is "om een handeling van zijn kinderen "of van zijn afstammelingen" door zijn toestemming geldig te maken", ontzegt het de betrokkene ook de bevoegdheid om in het huwelijk van zijn kleinkinderen toe te stemmen. Die tekst is overgenomen onder 2° van artikel 28 van het ontwerp, samen met de hiervoren bedoelde algemene onbekwaamheid die de ontzette ascendent verhindert voogd van zijn kleinkinderen te zijn. In de tegenwoordige staat van de wetgeving beantwoorden die bepalingen genoegzaam aan het beoogde doel. Het ontwerp doet het recht op alimentatiegeld en het erfrecht vervallen als er volledige ontzetting is, maar trekt die gevolgen niet door tot de afstammelingen van het kind ten aanzien van hetwelk ontzetting is uitgesproken. De onwaardige vader zou dus volgens het ontwerp geen alimentatiegeld kunnen vorderen van zijn kind maar wel van de afstammelingen van dat kind. Ook zou de uit de nalatenschap van zijn zoon geweerde vader goederen kunnen verkrijgen die daarvan deel uitmaakten, ingeval de zoon bij zijn overlijden alleen een kind achterliet wiens nalatenschap mocht openvallen terwijl de grootvader nog in leven is.

Wenst de Regering zulke anomalieën te voorkomen, dan stelle men het artikel als volgt :

.../...

"Artikel 28.-

Volledige ontzetting slaat op alle rechten die uit de ouderlijke macht voortvloeien.

Voor degene die erdoor getroffen wordt, betekent ze ten aanzien van het betrokken kind en van diens afstammelingen :

1° uitsluiting van het recht van bewaring en opvoeding ;

2° onbekwaamheid om een handeling door zijn toestemming geldig te maken ;

3° uitsluiting van het recht om levensonderhoud te vorderen

4° uitsluiting van het genotsrecht bedoeld in artikel 384 van het Burgerlijk Wetboek ;

5° uitsluiting van het recht om hun nalatenschap geheel of ten dele te verkrijgen overeenkomstig artikel 746 van het Burgerlijk Wetboek.

Volledige ontzetting brengt bovendien algemene onbekwaamheid mede om voogd, dienstwillige voogd, medevoogd, toeziende voogd, lid van een familieraad, curator of speciaal raadsman van de moeder-voogdes te zijn".

Artikel 30.

Volgens dat artikel wijst de jeugdrechtbank degene die de rechten van de ontzette uitoefent aan bij "beschikking".

.../...

"Beschikking" is hier niet het juiste woord ; de tekst zegt trouwens niet wat daaronder is te verstaan. Men vervange dat woord dan ook liefst, althans voor zover de Regering het zo verstaat, door "afzonderlijke uitspraak"

In dit artikel hoeft niet te worden herhaald, dat de jeugdrechtbank ten aanzien van de minderjarige nog andere, elders in de wet omschreven bevoegdheden heeft.

Voorgesteld wordt, dat artikel als volgt te lezen :

"Artikel 30.-

In geval van volledige of gedeeltelijke ontzetting van de ouderlijke macht kan de jeugdrechtbank ofwel de persoon aanwijzen die de rechten waarvan de ouders ontzet zijn, zal uitoefenen en de overeenkomstige verplichtingen zal nakomen, ofwel de minderjarige toevertrouwen aan het jeugdbeschermingscomité, dat zo nodig iemand aanwijst om genoemde rechten uit te oefenen nadat die aanwijzing door de rechtbank is gehomologeerd.

De vader en de moeder worden vooraf gehoord of opgeroepen, en de procureur des Konings geeft advies".

Artikel 31.

Ter wille van de overeenstemming met artikel 30 ware artikel 31 als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 31.-

Hij die ingevolge artikel 30 is aangewezen of, bij gemis van zodanige aanwijzing, het jeugdbeschermingscomité, vertegenwoordigt het kind in alle handelingen van het burgerlijk leven, vervangt de ontzette ouder wanneer diens toestemming vereist is en zorgt ervoor dat de inkomsten van de minderjarige voornamelijk aan diens onderhoud en opvoeding worden besteed.

Heeft de minderjarige goederen, dan beveelt de jeugdrechtbank de bijeenroeping van de familieraad overeenkomstig de artikelen 405 en volgende van het Burgerlijk Wetboek ; voor het beheer van de goederen gelden de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de voogdij".

Artikel 32, 1°.

Voor minderjarigen beneden achttien jaar vermelde men niet alleen degenen die hen "feitelijk", maar, meer in 't algemeen, degenen die hen "in rechte of in feite" onder hun bewaring hebben.

Artikel 33.

Het lid dat aanvangt met de woorden "De rechtbank evenwel ..." en dat de tekst onder a, b en c bevat, zou beter aan het slot van het artikel komen.

.../...

De volgende lezing zou trouwens juister weergeven wat in dat lid wordt bedoeld :

"De rechtbank kan evenwel aan het behoud van de minderjarige in zijn milieu met name als voorwaarde verbinden ...,".

Artikel 34.

Gelet op het doel en de strekking van dat artikel, zoals de Regering die heeft toegelicht, ware de volgende lezing juister :

"Indien de minderjarige die wegens een als misdrijf gesteld feit voor de jeugdrechtbank is gebracht, op het tijdstip van het feit ouder dan volle zestien jaar was en de jeugdrechtbank een bewarings-, opvoedings- of voorbehoedingsmaatregel niet geschikt acht, kan zij de zaak bij een met redenen omklede beslissing uit handen geven en ze naar het openbaar ministerie verwijzen met het oog op vervolging vóór het bevoegde gerecht als daartoe grond bestaat".

Artikel 35.

Een betere lezing voor dat artikel ware :

"Artikel 35.-

Indien de minderjarige een als misdaad gesteld feit heeft gepleegd, kan de jeugdrechtbank, als zij een van de in artikel 33 bepaalde maatregelen neemt, beschikken dat de zaak haar opnieuw wordt voorgelegd voordat de minderjarig

.../...

meerderjarig is geworden. Zij mag het kind dan ter beschikking van de Regering stellen, maar niet voor langer dan tot de dag waarop de minderjarige vijfentwintig jaar is geworden".

Artikel 36.

Voor dat artikel geeft de Raad van State de onderstaande tekst in overweging :

"Artikel 36.-

Indien de minderjarige tegen wie de in artikel 33 bedoelde maatregel is genomen, door zijn halsstarrig wangedrag of gevaarlijke gedragingen deze maatregel nutteloos maakt, kan de jeugdrechtbank beslissen dat hij, totdat hij meerderjarig is, ter beschikking van de Regering zal worden gesteld".

Artikel 37.

Dit artikel ware als volgt te lezen :

"Artikel 37.-

Indien de minderjarige ingevolge de artikelen 35 of 36 ter beschikking van de Regering is gesteld, beslist de Minister van Justitie, op hem een van de in artikel 33, 2° tot 4°, bepaalde maatregelen toe te passen of hem in een strafinrichting te doen opsluiten".

.../...

Artikel 39.

Het woord "collocation" is in die betekenis in de Franse rechtsterminologie niet bekend. Men hoeft het echter niet te vervangen, want het staat reeds in de wet van 18 juni 1850.

Aan te geven ware, onder welke voorwaarden de geplaatste minderjarige in vrijheid kan worden gesteld als zijn verblijf in een krankzinnigengesticht, gelet op zijn toestand, niet langer gewettigd is.

Dat artikel kan, zoals het is geformuleerd, een zeer ruime toepassing vinden ; de jeugdrechtbank zou een minderjarige immers ook als hij geen als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd, voor onbepaalde tijd kunnen doen plaatsen.

Het begin van dat artikel leze men als volgt :

"Artikel 39.-

Wanneer de minderjarige wegens zijn geestestoestand in een gesloten afdeling van een ... moet verblijven ... (verder zoals in het ontwerp) ...".

Hoofdstuk IV geve men als opschrift :

"Territoriale bevoegdheid en rechtspleging".

.../...

Artikel 40.

Dat artikel ware beter als volgt gesteld :

"Artikel 40.-

De territoriale bevoegdheid van de jeugdrechtbank wordt bepaald door de verblijfplaats van de minderjarige.

Bevoegd is echter de jeugdrechtbank :

1. van de zetel die de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed voor een bepaald feit heeft toegestaan, indien artikel 302 van het Burgerlijk Wetboek is toegepast ;

2. van de verblijfplaats van verzoeker, indien de artikelen 373, 477, 485, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek, en artikel 61, zesde lid, van deze wet zijn toegepast ;

3. in wier rechtsgebied de familieraad krachtens de artikelen 478 en 479 van het Burgerlijk Wetboek vergadert".

Artikel 41.

Onder 1° schrijve men "bij dagvaarding ten verzoeke van het openbaar ministerie".

.../...

Onder 2° leze men "32, 1°" in plaats van "31, 1°".

De strekking van 3° komt in de volgende lezing beter tot uiting :

"3° in de gevallen bedoeld in de artikelen 32, 2° tot 5°, en 36 van deze wet :

a) hetzij door vrijwillige verschijning ingevolge een met redenen omklede waarschuwing van het openbaar ministerie ;

b) hetzij door de in artikel 58 bedoelde beschikking tot verwijzing ;

c) hetzij bij dagvaarding ten verzoeke van het openbaar ministerie".

Artikel 42.

Te oordelen naar hetgeen aan de Raad van State namens de Regering is verklaard, zou dat artikel best als volgt aanvangen :

"Artikel 42.-

In de gevallen bepaald in artikel 41, 3°, moet de dagvaarding ten verzoeke van het openbaar ministerie of de door dit laatste gegeven waarschuwing op straffe van nietigheid worden gericht aan ... (verder zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 43.

Artikel 43 werkt met het systeem dat de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 27 juni 1934 had aangenomen. Dit systeem is in de memorie van toelichting bij het toen besproken ontwerp klaar en duidelijk verantwoord (zitting 1933-1934, nr 93). "Alleen het openbaar ministerie", zo zegt die memorie, "zal voortaan het recht hebben de zaak bij de kinderrechter aanhangig te maken, zelfs wanneer het een feit geldt, dat gequalificeerd wordt als een misdrijf waarvan de vervolging door de tegenwoordige wetgeving aan een openbaar bestuur voorbehouden wordt ; maar in dat geval, zal de vordering van het openbaar ministerie afhankelijk zijn van de klacht van dat bestuur, dat eventueel in het geding zal tussenkomen om zijn belangen te vrijwaren".

Artikel 43, zoals het geformuleerd is, bereikt dat doel niet ten volle. Onderstaande lezing geeft de strekking van die bepaling beter weer :

"Artikel 43.-

Ten aanzien van minderjarigen die onder de jeugdrechtbank ressorteren, kunnen de openbare besturen de aan hen staande vervolgingen enkel uitoefenen door klacht in te dienen bij de procureur des Konings, en alleen deze kan de zaak, zo daartoe grond bestaat, bij de jeugdrechtbank aanhangig maken".

.../...

Wel te verstaan kan de procureur des Konings de zaak alleen voor de jeugdrechtbank brengen als er klacht is vanwege de betrokken openbare besturen of krachtens de bestaande wetten ; uitoefening van de publieke vordering berust alleen bij die besturen.

Artikel 44, derde lid.

Volgens die bepaling is medisch-psychologisch onderzoek van de minderjarige verplicht als artikel 34 wordt toegepast, dit wil zeggen als de jeugdrechtbank de zaak bij een met redenen omklede beslissing uit handen geeft en ze naar het openbaar ministerie verwijst.

Op welk tijdstip dat onderzoek moet plaatsvinden is daarin niet gezegd. Volgens de memorie van toelichting geeft de jeugdrechtbank de zaak uit handen "op grond van de persoonlijkheid van de minderjarige" en die persoonlijkheid is alleen uit genoemd onderzoek te kennen.

Om verwarring te voorkomen, stelle men dat lid als volgt :

"Zij kan de minderjarige aan een medisch-psychologisch onderzoek onderwerpen.

Zij kan de zaak onder de in artikel 34 bepaalde voorwaarden alleen na dat onderzoek uit handen geven".

.../...

Artikel 45.

Volgens artikel 41, 1°, van het ontwerp wordt de zaak, in het geval van artikel 45, bij de jeugdrechtbank aanhangig gemaakt "door de dagvaarding van het openbaar ministerie". Artikel 45, eerste lid, strookt dus niet met die bepaling waar het in directe oproeping door de jeugdrechtbank voorziet.

\+

\+ \+

Het eerste lid van dat artikel, zoals het geformuleerd is, wekt de indruk dat om het even welke minderjarige, zijn ouders of degenen die hem onder hun bewaring hebben, te allen tijde kunnen worden opgeroepen. De memorie van toelichting lijkt er daarentegen op te wijzen, dat zulks alleen zal geschieden in de loop van een proces dat nog voor de rechtbank hangende is.

Verduidelijking ware hier gewenst.

Artikel 47.

Artikel 47 is in de memorie van toelichting behoorlijk verantwoord : het kan schadelijk voor de minderjarige zijn, dat vertrouwelijke inlichtingen over zijn persoonlijkheid en over het milieu waarin hij leeft aan hem zelf, aan zijn ouders, laat staan aan de burgerlijke partij, worden medegedeeld. Daartegenover staat dat, willen

.../...

de rechten van de verdediging gevrijwaard zijn, de advocaat van de minderjarige alle gegevens van het dossier moet kennen ; hij zal daarvan met de maat en het beleid die zijn opdracht vereist, een zo nuttig mogelijk gebruik weten te maken. Die opdracht en de waarborgen waarmee ze is omkleed, zijn zó belangrijk dat er hier verplichte bijstand van een advocaat moet zijn.

Artikel 47 werd met inachtneming van die opmerking aangevuld en verduidelijkt.

"Artikel 47.-

De minderjarige en de burgerlijke partij kunnen inzage nemen van het dossier, uitgezonderd van de stukken die betrekking hebben op de persoonlijkheid van de minderjarige en op het milieu waarin hij leeft. Het volledig dossier, die stukken inbegrepen, moet de advocaat van de minderjarige ter beschikking staan.

Heeft de minderjarige geen advocaat, dan wijst de stafhouder of het bureau voor kosteloze raadpleging er een aan".

Artikel 51.

Volgens de memorie van toelichting wil artikel 51 de rechtbank in staat stellen " openbaarmaking van gegevens van persoonlijke aard tijdens het onderzoek te vermijden en daarbij de rechten van de verdediging te waarborgen". Dat zou beter tot uiting komen indien het eerste lid als volgt was geformuleerd :

.../...

"Artikel 51.-

De jeugdrechtbank kan zich tijdens de debatten te allen tijde in raadkamer terugtrekken om de deskundigen en de getuigen, de ouders, de voogden of degenen die de minderjarige onder hun bewaring hebben, omtrent diens persoonlijkheid te horen".

Het laatste lid kan vervallen want het memoreert alleen maar wat in artikel 97 van de Grondwet staat.

Artikel 52.

Te oordelen naar hetgeen aan de Raad van State is verklaard, wenst de Regering niet af te wijken van de in artikel 60 neergelegde regelen. Het eerste lid van artikel 52 kan dan ook zonder bezwaar vervallen.

Artikel 54.

Waar het herziening van de door de jeugdrechtbank genomen maatregelen mogelijk maakt, behandelt dit artikel een materie die thans in artikel 31 van de wet van 15 mei 1912 is geregeld. Op te merken is echter :

1° Terwijl artikel 31 van de wet van 15 mei 1912 uitdrukkelijk bepaalt, dat de kinderrechter hetzij uit eigen beweging, hetzij ten verzoeke van het openbaar ministerie of van bepaalde belanghebbenden optreedt, zegt het eerste lid van artikel 54 alleen, dat de jeugdrechtbank de vroeger genomen maatregelen kan intrekken of wijzigen.

.../...

Volgens de memorie van toelichting wenst de Regering de jeugdrechtbank ambtshalve te laten optreden zoals thans de kinderrechter dat kan.

Om betwisting daarover te voorkomen, zegge men dat in de tekst zelf als volgt : "De jeugdrechtbank kan de genomen maatregelen ambtshalve en te allen tijde intrekken of wijzigen, uitgezonderd die waarbij iemand ter beschikking van de Regering wordt gesteld, en binnen de perken van deze wet handelen ter behartiging van de belangen van de minderjarige".

2° Volgens artikel 54, derde lid, kunnen alleen de vader, de moeder en de minderjarige tegen wie de maatregel is genomen, om herziening daarvan verzoeken, terwijl ingevolge artikel 31 van de wet van 15 mei 1912 ook de voogden of degenen die het kind onder hun bewaring hebben dat vermogen. Over het waarom van die wijziging zegt de memorie van toelichting niets.

3° Het ontwerp geeft geen procedureregelen aan voor het intrekken of het wijzigen van door de rechtbank genomen maatregelen. Aangenomen wordt, dat hier dezelfde regelen als bij het nemen van de maatregel dienen te worden gevolgd.

4° Onder de wet van 15 mei 1912 kan de kinderrechter alleen optreden ten aanzien van minderjarigen wier gedrag te wensen overlaat en zijn alleen die maatregelen vatbaar voor intrekking of wijziging.

.../...

Het ontwerp geeft de jeugdrechtbank bovendien bevoegdheid in zaken waarvan de kinderrechter geen kennis kon nemen, zoals bewaring van de kinderen na echtscheiding voor een bepaald feit, ontvoogding of aanneming van minderjarigen, ontzetting van de ouderlijke macht.

Artikel 54 is zo algemeen geformuleerd, dat de jeugdrechtbank om het even welke maatregel die zij binnen de grenzen van haar bevoegdheid mocht hebben genomen, te allen tijde, zelfs ambtshalve, kan intrekken of wijzigen.

5° Uit vergelijking van de artikelen 54 en 52 is af te leiden, dat de beslissing waarbij de rechtbank een vroegere maatregel intrekt of wijzigt, wel vatbaar voor hoger beroep is, maar dat de rechtbank het vonnis dat haar eigen beslissing in hoger beroep te niet doet, onwerkzaam zal kunnen maken, want een vroeger genomen maatregel kan zij "te allen tijde" intrekken of wijzigen. Verstaat de Regering het niet zo, dan bepale men dat op de in hoger beroep te niet gedane uitspraken van de jeugdrechtbank, behoudens buitengewone omstandigheden, na verloop van een nader te bepalen termijn niet meer kan worden teruggekomen

Artikel 55.

Onderstaande tekst zou beter beantwoorden aan hetgeen hier volgens de memorie van toelichting wordt bedoeld :

.../...

"Artikel 55.-

Indien de minderjarige tegen wie een maatregel tot bewaring, bescherming of opvoeding is genomen, samen met zijn ouders, zijn voogden of degenen die hem onder hun bewaring hebben, van verblijfplaats verandert, moet daarvan onverwijld aan de jeugdrechtbank bericht worden gegeven.

Zodanige verandering van verblijfplaats brengt mede, dat de zaak onttrokken is aan de jeugdrechtbank die ten aanzien van de minderjarige anders dan bij voorlopige maatregel uitspraak heeft gedaan.

Van dat ogenblik af is de jeugdrechtbank van het arrondissement waar de nieuwe verblijfplaats van de minderjarige gelegen is, bevoegd. Het dossier wordt haar toegezonden door de griffier van de rechtbank aan wie de zaak is onttrokken.

De rechtbank waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, blijft bevoegd om uitspraak te doen ten aanzien van de minderjarige die tijdens het geding een nieuwe verblijfplaats verkrijgt".

Artikel 56.

Dit artikel is vatbaar voor discussie :

1° het spreekt van "gepleegd feit" en van "gepleegd misdrijf" waar dat, zolang het om een vooronderzoek gaat, toch niet wettig vaststaat ; daarover oordeelt immers de rechter ten principale ;

.../

2° hier is eigenlijk splitsing van vervolgingen, niet van zaken ;

3° het gaat niet altijd op te bepalen, dat "de zaken opnieuw gevoegd worden indien de minderjarige van meer dan zestien jaar oud naar het gewoon gerecht wordt verwezen". De van samenhangende misdrijven verdachten kunnen immers reeds door de gewone rechtbank zijn berecht nog vooralee de jeugdrechtbank de minderjarige naar haar heeft verwezen. Wil men dat de gewone rechtbank wacht om uitspraak te doen totdat over de vervolgingen tegen de minderjarige is beslist, dan ware dat in de wet voor te schrijven ; zulk een eis heeft echter ook nadelen, want het vooronderzoek kan lang duren en aanleiding geven tot beroep, dat oorzaak van een spijtige vertraging in het berechten van de publieke vordering kan zijn.

Met het oog op die opmerkingen lijkt de volgende lezing preciezer :

"Artikel 56.-

Wanneer het feit dat de minderjarige mocht hebben gepleegd, samenhangt met een misdrijf dat mocht begaan zijn door een of meer personen die aan de rechtsmacht van andere rechtbanken dan de jeugdrechtbank onderworpen zijn, worden de vervolgingen gesplitst zodra dat zonder nadeel voor het vooronderzoek kan geschieden.

De vervolgingen kunnen worden gevoegd indien de jeugdrechtbank de zaak ingevolge artikel 34 uit handen heeft gegeven".

.../...

Artikel 58.

Volgens dat artikel zijn de beschikkingen van de onderzoeksrechter niet vatbaar voor beroep.

Artikel 60.

Men schrijve "wetsbepalingen" in plaats van "bepalingen".

Dat artikel laat zich bovendien vlotter lezen als volgt :

"Behoudens afwijking gelden voor de procedures, bedoeld in hoofdstuk II van titel II, de wetsbepalingen inzake burgerlijke rechtsvordering en voor die waarvan in hoofdstuk III van dezelfde titel sprake is, de wetsbepalingen betreffende de vervolgingen in correctionele zaken".

Artikel 61.

De bepalingen van het tweede, het derde en het vierde lid van artikel 61 zijn zó algemeen geformuleerd, dat zij hun doel dreigen te missen.

Dat het in het belang van de minderjarigen ligt dat derden geen kennis krijgen van sommige maatregelen die de jeugdrechtbank tegen hen heeft genomen, is licht te begrijpen. Niet goed denkbaar is echter, dat ontzetting

.../...

van de ouderlijke macht niet ter kennis mag worden gebracht van personen die daar nochtans belang bij hebben, zoals leiders van verenigingen of organisaties aan wier zorg de minderjarige eventueel toevertrouwd is geweest ; de ouders zouden het tegenover hen straffeloos en zonder enige mogelijkheid tot controle kunnen doen voorkomen alsof zij met de ouderlijke macht en de daaruit voortvloeiende rechten zijn bekleed, terwijl zij daarvan in werkelijkheid ontzet zijn.

Ook ten aanzien van de gerechtelijke overheden gaat dat verbod niet op ; de memorie van toelichting geeft daarover trouwens geen uitleg. Er zijn gevallen waarin het belang van de minderjarige vordert dat sommige magistraten kennis van de ontzetting dragen ; gedacht wordt onder meer aan de vrederechter die als voorzitter van een familieraad moet kunnen nagaan of de persoon die genoemde raad tot voogd wenst te kiezen, zich niet in het onder artikel 28 bedoelde geval van onbekwaamheid bevindt.

Tenslotte moeten ook de administratieve overheden in geval van twijfel kunnen uitmaken, of degenen wier toestemming ingevolge een wetsbepaling is vereist, wel in staat zijn om ze te geven.

Bovendien lijkt het niet juist in het begin van het derde lid naar artikel 125 van het koninklijk besluit van 28 december 1950 te verwijzen. Dat artikel bepaalt immers, dat in criminele, correctionele, politie- en tuchtzaken - en daar gaat het hier toch niet om - zonder uitdrukkelijke machtiging van de procureur-generaal

.../...

bij het Hof van beroep of van de auditeur-generaal geen uitgifte of afschrift der akten van onderzoek en rechtspleging mogen worden afgegeven ; die magistraten mogen dus a contraria zulk een machtiging geven, terwijl dat volgens artikel 61, derde lid, alleen in een aantal, streng beperkte gevallen mogelijk is.

Artikel 6[illegible].

Dat artikel onderwerpt de afgevaardigden bij de jeugdbescherming aan het statuut van het Rijkspersoneel, maar stelt voor hun benoeming een aantal wettelijke diplomavereisten. Die afgevaardigden zijn dus Rijksambtenaren met een door de Koning te bepalen statuut, dat echter de door de wetgever voorgeschreven wervingseisen moet inachtnemen.

Aansluitend bij wat reeds in de artikelen 16 en 17 van het statuut van het Rijkspersoneel is bepaald, stelt het ontwerp voor de benoeming van de afgevaardigden een "vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd" in. Dit betekent, dat de overheid verplicht is de betrekkingen naar volgorde van de examenuitslag te begeven. Al blijkt uit de tekst duidelijk dat het hier om een vergelijkend examen gaat, toch kan de memorie van toelichting daaraan doen twijfelen waar ze zegt dat "de benoemingen zullen moeten worden gedaan uit de lijst van de geslaagde kandidaten. Daarbij kan rekening worden gehouden met de adviezen van de autoriteiten van de jeugdbescherming in het arrondissement - comité en rechtbank - en met de geografische

.../...

voorkeur van de kandidaten". Men zou daaruit kunnen afleiden, dat de rangschikking op het vergelijkend examen de Minister niet bindt.

Verstaat de Regering het zo, dan spreke men eenvoudig van "examen" en niet van "vergelijkend examen". Meteen wordt dan echter afgeweken van een der voornaamste regelen van het statuut van het Rijkspersoneel.

Laat men de woorden "vergelijkend examen" staan, dan zal de Minister dus naar de volgorde van de examenuitslag moeten benoemen en kan hij met het advies van de betrokken overheden alleen rekening houden als verscheidene ambten tegelijk vacant zijn en het erop aankomt voor ieder van die betrekkingen een reeds vooraf volgens de examenuitslag benoemde ambtenaar aan te wijzen. Ook de "geografische voorkeur van de kandidaten" is een factor die bij de aanwijzing in aanmerking kan worden genomen.

Ofschoon het ontwerp alleen "afgevaardigden bij de jeugdbescherming" kent die Rijksambtenaar zijn, zegt de memorie van toelichting dat aan de autoriteiten der jeugdbescherming de mogelijkheid moet worden gelaten een beroep op vrijwillige afgevaardigden te doen en deze vrij te kiezen. Over zulke afgevaardigden is in de wet niets gezegd. In die leemte ware te voorzien.

Opdat ze niet met de vrijwillige afgevaardigden worden verward, noeme men degenen die ambtenaar zijn "vaste afgevaardigden bij de jeugdbescherming" in plaats van "afgevaardigden bij de jeugdbescherming".

.../...

Met inachtneming van bovenstaande opmerkingen wordt hieronder voor artikel 62 een nieuwe tekst voorgesteld. Beslist de Regering een gewoon en geen vergelijkend toelatingsexamen in te stellen en andere stageregelen toe te passen dan voor het Rijkspersoneel, dan moet die tekst dienovereenkomstig worden gewijzigd.

"Artikel 62.-

De vaste afgevaardigden bij de jeugdbescherming worden door de Minister van Justitie benoemd uit de houders van een diploma van maatschappelijk assistent of van een diploma waaruit een voldoende pedagogische of sociale kennis blijkt, die op het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd in batige orde zijn gerangschikt.

De Koning regelt de werkwijze van de dienst der vaste afgevaardigden bij de jeugdbescherming en stelt hun kader alsook de hiërarchische positie van hun ambt vast. Hij bepaalt uit welke diploma's een voldoende pedagogische of sociale kennis blijkt en stelt nadere regelen voor het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd.

De vaste afgevaardigden bij de jeugdbescherming staan onder het gezag van de Minister van Justitie.

Voor het overige zijn zij aan het statuut van het Rijkspersoneel onderworpen.

.../...

De met de jeugdbescherming belaste overheden kunnen vrijwillige afgevaardigden bij de jeugdbescherming aanwijzen. De Koning bepaalt onder welke voorwaarden deze hun ambt uitoefenen".

Artikel 63.

Het tweede lid van dat artikel ware beter als volgt geredigeerd :

"De Koning stelt de voorwaarden voor die erkenning vast ; die voorwaarden slaan onder meer :

a) op het personeel ... (verder zoals in het ontwerp) ...

b) op de gebouwen en inrichtingen ;

c) op de verzorging ... (verder zoals in het ontwerp) ...".

Ziet de Regering het zó, dat de Koning geen andere voorwaarden kan vaststellen, dan schrijve men "uitsluitend" in plaats van "onder meer".

Artikel 64.

Volgens de memorie van toelichting worden "de voorzitter en de leden van de commissie alsmede hun plaatsvervangers door de Koning voor drie jaren benoemd".

.../...

Artikel 64 zegt dat niet en lijkt dat in zijn tweede lid zelfs uit te sluiten. Daar staat "De commissie wordt samengesteld door de Minister van Justitie op advies van zijn betrokken collega's", een formule die trouwens niet past.

Artikel 65.

Een betere lezing voor dat artikel ware :

"Artikel 65.-

Wanneer wordt bevonden dat de instelling niet meer voldoet aan de voorwaarden die de erkenning hebben gewettigd, kan de Minister ze aanmanen zich, naar gelang van het geval, binnen acht dagen tot zes maanden, naar die voorwaarden te gedragen, zoniet kan hij, na raadpleging van de in artikel 64 bedoelde commissie, de erkenning bij een met redenen omklede beslissing intrekken".

Artikel 68.

Aan het bepaalde in het derde lid ware een amendement op artikel 391bis van het Strafwetboek te wijden. Dit geldt ook voor artikel 79.

.../...

In het vierde lid is de verwijzing naar artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949 duidelijk genoeg. De laatste volzin is dan ook overbodig.

Het vijfde lid slaat alleen op het vierde. Beide leden kunnen dan ook ineen worden gewerkt.

Artikel 69.

Het tweede lid van dat artikel leze men zo :

"De minderjarige kan de bedragen uit dat loon die op zijn spaarboekje bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas mochten zijn ingeschreven, daarvan afhalen als hij eenentwintig jaar wordt.

De jeugdrechtbank kan echter, op verzoek van het openbaar ministerie, de vader of de moeder, beslissen, dat afhaling voordat de minderjarige vijfentwintig jaar is geworden niet dan met de uitdrukkelijke machtiging van de rechtbank kan geschieden. Zodanig verzoek kan alleen worden ingediend zolang de belanghebbende minderjarig is".

.../...

Artikel 72.

De woorden "in welke hoedanigheid ook"dienen als overbodig te vervallen. Men vervange "stichtingen" door "verenigingen".

Artikel 73.

Het eerste en het tweede lid van dit artikel zouden meer bijzonderheden moeten verstrekken; in de volgende tekst lijkt de strekking van de bepaling volledi ger tot uiting te komen :

"Publicatie en verspreiding van het verslag van de debatten voor de hoven en rechtbanken voor de jeugd, door middel van boeken, pers, film, radio, televisie,of op enige andere wijze, zijn verboden.

Publicatie en verspreiding door dezelfde middelen, van teksten, tekeningen, foto's of enigerlei beelden waaruit de identiteit kan blijken van minderjarigen die vervolgd worden of tegen wie een maatregel als bepaald in de artikelen 33, 34, 35, 36 en 39 is genomen, zijn eveneens verboden".

Vanzelfsprekend mogen het verbod en de straffen waarvan sprake is in artikel 73, het oordeel van de publieke opinie niet in de weg staan, wil men de geest van de Grondwet (artikelen 96 en 97) eerbiedigen. Is het volkomen verantwoord dat de identiteit van de betrokken minderjarigen niet ruchtbaar wordt gemaakt, het is toch ook nodig dat beginselkwesties, sleur en misbruiken, die door de debatten voor het jeugdgerecht aan het licht komen, medegedeeld en besproken kunnen worden.

.../...

Mogen de beslissingen van de jeugdrechtbank zelf niet worden bekendgemaakt ? Het is zeer goed mogelijk dat zij een omstandig relaas bevatten van de toedracht der zaak en van de daarrond gevoerde debatten. De opmerking geldt in het bijzonder voor de geschillen die bij de jeugdrechtbank aanhangig kunnen worden gemaakt en betrekking hebben op maatregelen als vorderingen tot ontzetting van de ouderlijke macht, intrekkingen van ontvoogdingen, bekrachtigingen van aannemingen, kortom evenveel aangelegenheden waarin een documentatie over de rechtspraak ongetwijfeld van zeer groot belang is.

De tekst van het ontwerp zou hier dus meer in bijzonderheden moeten treden.

Het laatste lid moet vervallen. Voor zover de in het artikel bedoelde overtredingen tot de bevoegdheid van de correctionele rechtbank behoren, is dat lid overbodig; voor zover het moet dienen om de jury zaken te onttrekken die haar moeten worden voorgelegd, komt het in strijd met artikel 98 van de Grondwet.

Artikel 75.

Bij artikel 75, 2°, moet worden opgemerkt dat de bestraffing van het feit, een minderjarige beneden de achttien jaar of een gebrekkige aan een bedelaar te bezorgen, een bepaling is, die buiten het bestek van de jeugdbescherming valt.

.../...

Artikel 79.

Gaat de Regering niet in op de wenk die naar aanleiding van artikel 68 is gegeven, dan dient artikel 79 als volgt te worden gelezen :

"Artikel 79.-

Tot de straffen, bepaald in artikel 391bis van het Strafwetboek, kan ieder worden veroordeeld die de voogdij over de kinderbijslag vrijwillig belemmert :

- hetzij door na te laten de nodige documenten te bezorgen aan de instellingen voor kinderbijslag,
- hetzij door valse of onvolledige aangiften te doen,
- hetzij door de bestemming die de voogd eraan gegeven heeft, te wijzigen".

Artikel 80.

Gaat de Regering in op het voorstel dat naar aanleiding van de artikelen 68 en 79 is gedaan, dan moeten die artikelen hier niet vermeld worden.

Artikel 81.

Het artikel met de opheffingsbepalingen zou moeten komen vóór dat betreffende de overeenstemming.

De opheffingsbepaling kan beter als volgt worden gelezen :

.../...

"Artikel 81.-

Opgeheven worden :

1° de wet van 15 mei 1912 op de kinderbescherming, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1930, het koninklijk besluit van 14 augustus 1933, het koninklijk besluit nr 301 van 30 maart 1936, de wetten van 21 augustus en 24 december 1948, 20 mei 1949, 31 juli 1952 en 30 april 1958, met uitzondering van de artikelen 48 tot 61;

2° de artikelen 378, tweede lid, en 382, tweede lid, van het Strafwetboek;

3° artikel 4, tweede lid, van de wet van 28 mei 1888 nopens de bescherming der kinderen gebezigd in rondreizende beroepen".

Hierbij zijn nog de volgende opmerkingen te maken :

1.

De vermelding van de wet van 29 december 1955 als een wijziging van de wet van 15 mei 1912 is hoe dan ook verkeerd, want de wet van 1955 heeft artikel 10 van de wet van 1912 niet gewijzigd maar heeft daarvan afgeweken.

2.

Krachtens artikel 6 van de wet van 29 december 1955 waarbij voorlopige kredieten komende in mindering van de begrotingen voor het dienstjaar 1956 geopend

.../...

worden en houdende verschuiving van de afsluiting der verrichtingen tot vestiging van de directe belastingen, mag de Koning het maximumbedrag vaststellen van de toelage welke de rechtbank of de rechter in kort geding kon toekennen voor het onderhoud en de opvoeding van het kind dat, overeenkomstig artikel 10 van de wet van 15 mei 1912, "is toevertrouwd aan een persoon andere dan de moeder, aan een vereniging of aan een openbare of bijzondere instelling van weldadigheid of van onderwijs".

In zijn advies van 10 juli 1957 heeft de Raad van State geoordeeld dat "men van mening kan zijn dat zij (die bepaling), vermits zij in een begrotingswet is ingevoegd, voor ten hoogste een jaar geldt, maar ... dat in de begrotingswetten tal van blijvende bepalingen zijn opgenomen".

Oordeelt de Regering dat dit artikel een blijvende waarde heeft, dan dient artikel 6 van de wet van 29 december 1955 te worden opgeheven, maar dan als een op zichzelf staande bepaling en niet als een bepaling die de wet van 15 mei 1912 heeft gewijzigd.

Artikel 82.

Alle bepalingen betreffende teksten, die ter wille van het ontwerp in overeenstemming moeten worden gebracht, moeten in een en hetzelfde artikel worden gegroepeerd.

.../...

Voorgesteld wordt, dat artikel als volgt te lezen :

"Artikel 82.-

§ 1. In artikel 348 van het Burgerlijk Wetboek worden de woorden "en die van de wet van 15 mei 1912 op de kinderbescherming" vervangen door "en die van de wet betreffende de jeugdbescherming".

§ 2. In artikel 369bis van het Strafwetboek worden de woorden "uit kracht van de wet op de kinderbescherming" vervangen door "uit kracht van de wet betreffende de jeugdbescherming".

§ 3. In de artikelen 225 en 226 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1952, worden de woorden "kinderrechter in beroep" en "kinderrechter" onderscheidenlijk vervangen door "raadsheer in het Hof voor de jeugd" en "rechter in de jeugdrechtbank".

§ 4. In artikel 13, tweede lid, van de wet van 5 september 1919 instellende het Nationaal Werk voor kinderwelzijn worden geschrapt de woorden "op wiens vordering de kinderrechter de maatregelen, door het belang van het kind genoodzaakt, voorschrijft. Van de beslissing van de rechter kan in beroep worden gegaan overeenkomstig artikel 32 der wet van 15 mei 1912".

§ 5. In artikel 83, eerste lid, van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand worden de woorden "tot de rechtbank" vervangen door "tot de jeugdrechtbank".

.../...

§ 6. In artikel 7, 9°, van het Kieswetboek worden de woorden "van artikel 63 der wet van 15 mei 1912 op de kinderbescherming" vervangen door "van artikel 75 van de wet betreffende de jeugdbescherming".

§ 7. In artikel 123bis, derde lid, door het koninklijk besluit van 26 juni 1962 ingevoegd in het koninklijk besluit van 22 december 1938, voorzien bij de wet van 10 juni 1937 houdende uitbreiding van de kindertoeslagen tot de werkgevers en tot de niet-loontrekkende arbeiders, worden de woorden "de vrederechter van de plaats waar het kind wordt grootgebracht" vervangen door "de jeugdrechtbank van de verblijfplaats van de minderjarige".

§ 8. In artikel 70, derde lid, van de wetten betreffende de kinderbijslag voor loontrekkenden, gecoördineerd op 19 december 1939, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1961, worden de woorden "de vrederechter van de plaats waar het kind wordt grootgebracht" vervangen door "de jeugdrechtbank van de verblijfplaats van de minderjarige".

§ 9. In artikel 55, § 7, van de wetten op de toekenning van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, worden de woorden "de kinderrechter" vervangen door "de rechters in de jeugdrechtbank".

§ 10. In de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° in artikel 5, tweede lid, worden de woorden "de kinderrechter" vervangen door "de jeugdrechtbank";

2° in hetzelfde artikel, derde lid, worden de woorden "afgevaardigde ter kinderbescherming" vervangen door "afgevaardigde bij de jeugdbescherming";

3° in artikel 6, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 29 mei 1959, worden de woorden "van de kinderrechter" vervangen door "van de jeugdrechtbank";

4° in artikel 9, tweede lid, worden de woorden "afgevaardigde ter kinderbescherming" vervangen door "afgevaardigde bij de jeugdbescherming";

5° in artikel 10, vierde lid, worden de woorden "de kinderrechter, met de opdracht in te grijpen" vervangen door "de jeugdrechtbank, met de opdracht in te grijpen";

6° in artikel 11, eerste lid, worden de woorden "de kinderrechter" vervangen door "de jeugdrechtbank";

7° in hetzelfde artikel, achtste lid, worden de woorden "de kinderrechter" en "wet van 15 mei 1912" onderscheidenlijk vervangen door "de jeugdrechtbank" en "wet betreffende de jeugdbescherming";

8° in artikel 12, zesde lid, worden de woorden "de kinderrechter" vervangen door "de jeugdrechtbank";

§ 11. In de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° Artikel 7 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 7. De minderjarige die artikel 1 overtreedt, kan voor de jeugdrechtbank worden gebracht, die te zijnen opzichte een van de maatregelen bepaald in artikel 33, 1°, 2° en 3°, van de wet betreffende de jeugdbescherming kan treffen".

2° In artikel 9, eerste lid, worden de woorden "afgevaardigden ter kinderbescherming bij de kinderrechtbanken" vervangen door "vaste afgevaardigden bij de jeugdbescherming".

+

\+ +

Het lijkt niet gepast wijzigingen aan te brengen in artikel 10 van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd, dat de Koning ertoe machtigt de bepalingen van de wet van 15 juli 1960 te coördineren met het Strafwetboek en met de wet van 15 mei 1912, door in die tekst de woorden "de wet van 15 mei 1912 op de kinderbescherming" te vervangen door de woorden "de wet betreffende de jeugdbescherming".

Acht de Regering het werkieslijk de procedure van de wet van 13 juni 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van wetten niet toe te passen, dan behoort zij in het ontwerp een nieuw artikel in te voegen, als volgt :

.../...

"Artikel ...

De Koning kan de wetsbepalingen betreffende de jeugdbescherming codificeren met inachtneming van de uitdrukkelijke of stilzwijgende wijzigingen welke die bepalingen mochten hebben ondergaan op het tijdstip van de codificatie.

Daartoe kan hij :

1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de inkleding van de te codificeren bepalingen wijzigen;

2° de verwijzingen die mochten voorkomen in de te codificeren bepalingen, wijzigen ten einde ze met de nieuwe nummering te doen overeenstemmen;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen die in de te codificeren bepalingen zijn neergelegd, de redactie ervan wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen.

De codificatie zal het volgend opschrift dragen :

"Jeugdbeschermingswet".

Artikel 86 (dat artikel 87 wordt als gevolg van het amendement van 16 mei 1963).

De Raad van State stelt voor, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 87.-

Zij die, vóór de inwerkingtreding van deze wet zijn aangewezen op grond van artikel 5 van de wet

.../...

van 15 mei 1912 of, ingeval de moeder ontzet is, de vader, worden geacht te zijn aangewezen op grond van deze wet".

Artikel 87 (dat artikel 88 wordt).

Wil de Regering de hoedanigheid van Rijksambtenaar verlenen aan de in dit artikel bedoelde personen alsook aan degenen die voortaan zullen worden benoemd op grond van artikel 62 van het ontwerp, dan moet artikel 87 worden aangevuld met de woorden "Zij zijn onderworpen aan het statuut van het Rijkspersoneel".

III. OPMERKINGEN OVER DE VORM.

1. Overeenkomstig de algemeen aanvaarde regelen, moeten de hoofdletters door kleine letters worden vervangen waar zij niet verantwoord zijn.

2. Het woord "artikel" moet overal voluit worden geschreven.

3. Titel, hoofdstukken en afdelingen moeten met Romeinse cijfers worden genummerd.

4. Het is verkieslijk steeds "advocaat" te schrijven in plaats van "raadsman" of "verdediger", die minder nauwkeurige termen zijn.

.../...

5. Verwijzingen naar "het vorig artikel" of naar "het vorig lid", vervange men door de nauwkeurige opgaaf van het artikel of het lid.

6. In verscheidene artikelen moet de leeftijd in letters en niet in cijfers worden opgegeven.

\+

\+ \+

Voorgesteld wordt, het opschrift van het ontwerp als volgt te lezen :

"Ontwerp van wet betreffende de jeugdbescherming".

Voorts zijn over bepaalde artikelen van het ontwerp opmerkingen te maken, die hier artikelsgewijs volgen.

Artikel 8.

Gaat de Regering in op het voorstel van de Raad van State betreffende het gerecht van hoger beroep voor de jeugd (zie de opmerking over hetzelfde artikel), dan moeten de woorden "jeugdrechters in beroep" worden vervangen door de woorden "raadsheren in het Hof voor de jeugd".

.../...

Artikel 11.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 11.-

Artikel 268 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 268. ...".

Artikel 12.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 12.-

Artikel 302 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 302. ...".

Artikel 13.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 13.-

In artikel 303 van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden "... middelen".

.../...

Artikel 14.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 14.-

Artikel 311ter van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 20 juli 1962, wordt in de volgende lezing hersteld :

"Artikel 311ter. ...(Zoals in het ontwerp, maar "verandering" vervangen door "omzetting")...

Artikel 15.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 15.-

Artikel 355, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen : "De akte van aanneming ...".

Artikel 16.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

.../...

"Artikel 16.-

Artikel 373 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 373. ...".

Artikel 17.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 17.-

Artikel 374 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 374. ...".

Artikel 18.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 18.-

Artikel 407 van hetzelfde Wetboek wordt met de volgende bepalingen aangevuld: ...".

Het derde lid moet echter beginnen als volgt:

"Hij moet die bijwonen wanneer ...".

.../...

Artikel 19.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 19.-

Artikel 477 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 477. ...".

Artikel 20.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 20.-

Artikel 478 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 478. ...".

Artikel 21.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 21.-

Artikel 479 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 479. ...".

.../...

Artikel 22.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 22.-

Artikel 485 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 485. ...".

Artikel 23.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 23.-

Artikel 79 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 79. ...".

Artikel 27.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 27.-

Van de ouderlijke macht ten aanzien van alle kinderen, of van één of meer onder hen, kan geheel of ten dele worden ontzet de vader of de moeder, die is veroordeeld tot een criminele of correctionele straf wegens enig feit, gepleegd op de persoon of met behulp van de kinderen of afstammelingen.

.../...

Hetzelfde geldt voor de vader of de moeder die huwt met een van de ouderlijke macht ontzet persoon".

Artikel 32.

In de tekst onder 4° moeten de woorden "als misdrijf omschreven feit" worden vervangen door "als misdrijf gesteld feit".

Onder 5° moeten de woorden "door de artikelen 10 en 11 van het koninklijk besluit van 20 augustus 1957 houdende coördinatie van de wetten op het lager onderwijs" worden vervangen door "in de artikelen 10 en 11 van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957".

Het slot van het laatste lid leze men als volgt : "... op het tijdstip van de feiten de hoedanigheid van militair bezitten".

Artikel 33.

De tekst onder 2°, c, leze men als volgt : "de pedagogische ... hygiëne in acht nemen".

De tekst onder 3° leze men zo :

"3° hen, onder toezicht van het jeugdbeschermingscomité of van een afgevaardigde bij de jeugdbescherming, uitbesteden bij een betrouwbaar persoon of in een geschikte inrichting, met het oog op hun huisvesting, behandeling, opvoeding, onderrichting of beroepsopleiding".

.../...

Artikel 38.

Men vervange de woorden "tot aan zijn meerderjarigheid onder het toezicht" door "totdat hij meerderjarig is onder toezicht".

Artikel 44.

Men leze de tekst als volgt :

"Artikel 44.-

De jeugdrechtbank treft alle maatregelen en doet alle navorsingen verrichten die dienstig zijn om de persoonlijkheid van de betrokken minderjarigen en het milieu waarin zij worden grootgebracht, te kennen, en om uit te maken wat hun belang is en welke middelen voor hun opvoeding of behandeling geschikt zijn.

Zij doet een maatschappelijk onderzoek verrichten door bemiddeling ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 48.

Het tweede lid dient te worden gelezen als volgt :

"Behalve in de gevallen bedoeld in de artikelen 32, 35, 36 en 39 mogen zij zich door hun advocaat laten vertegenwoordigen, maar de rechtbank kan te allen

.../...

tijde bevelen dat zij persoonlijk zullen verschijnen. Zij kan tevens alle personen oproepen die de bewaring van de minderjarige hebben".

Artikel 49.

Men leze het eerste en het tweede lid als volgt :

"Artikel 49.-

In de zaken bedoeld in hoofdstuk III, afdeling 1, worden de betrokken minderjarigen niet als partij bij de debatten beschouwd.

De jeugdrechtbank kan hen niettemin horen indien zij dit geraden acht".

Artikel 50.

De woorden "in afdeling II van hoofdstuk III" moeten worden vervangen door de woorden "in hoofdstuk III, afdeling II".

Artikel 51.

In het tweede lid en het derde lid vervange men "in de raadkamer" door "in raadkamer"; in het tweede lid vervange men "gelegen" door "geraden".

.../...

Artikel 53.

In het eerste lid schrijve men "de rechter in hoger beroep", in het tweede "het gerecht in hoger beroep".

Artikel 57.

Het eerste lid leze men als volgt :

"Artikel 57.-

De zaak wordt bij de onderzoeksrechter wiens optreden door het openbaar ministerie is gevorderd of die ambtshalve optreedt in geval van ontdekking op heter daad, alleen in uitzonderingsomstandigheden en in geval van volstrekte noodzaak aanhangig gemaakt of door hem tot zich getrokken".

Artikel 61.

In het eerste lid vervange men de woorden "bij toepassing van de artikelen 33, 1° - 3° - 4°, 35 en 36" door "ingevolge de artikelen 33, 1°, 3°, 4°, 35 en 36".

Het vierde, vijfde en zesde lid leze men zo :

"Aan de administratieve overheid mogen zij alleen ter kennis worden gebracht indien zulks bij wet of verordening is voorgeschreven.

.../...

De minderjarigen kunnen vragen de ingevolge deze wet in hun strafregister gemaakte meldingen te schrappen na verloop van vijf jaar sedert het tijdstip waarop die maatregelen een einde hebben genomen.

De ontzetting van de ouderlijke macht wordt ambtshalve geschrapt wanneer daaraan een einde is gemaakt door eerherstel".

Artikel 63.

Het eerste lid leze men zo :

"Iedere persoon, vereniging of instelling die zich bereid verklaart gewoonlijk minderjarigen op te nemen krachtens deze wet, moet te dien einde door de Minister van Justitie erkend worden.".

Artikel 64.

Bij dit artikel zijn de volgende opmerkingen te maken :

a) gaat de Regering in op het voorstel van de Raad van State met betrekking tot de benaming van het gerecht van hoger beroep voor de jeugd (zie opmerking over artikel 8), dan moeten in het eerste lid, de woorden "een jeugdrechter in beroep" worden vervangen door de woorden "een raadsheer in het Hof voor de jeugd";

.../...

b) in hetzelfde lid leze men "twee rechters in de jeugdrechtbank", om ze met hun juiste titel te noemen ;

c) in het derde lid vervange men de woorden "de jeugdrechter" door "een rechter in de jeugdrechtbank".

Artikel 66.

Het tweede lid leze men zo :

"Ten minste tweemaal per jaar doet hij de gestichten en verenigingen waar minderjarigen worden geplaatst, alsmede de minderjarigen zelf, inspecteren door ambtenaren aan wie hij speciaal daartoe opdracht geeft".

Artikel 67.

Het tweede lid leze men zo :

"De Koning bepaalt ieder jaar, na advies van de bij artikel 64 opgerichte commissie, het maximumbedrag van de toelagen ... de voorwaarden voor het tegemoetkomen in bijzondere kosten ".

Artikel 68.

Het eerste, tweede en derde lid leze men als volgt :

"De jeugdrechtbank bepaalt, na onderzoek van de gegoedheid der betrokkenen, de bijdrage van de minderjarigen en van de onderhoudsplichtigen in de onderhouds-, opvoedings- en behandelingskosten die voortvloeien uit maatregelen die zij beveelt.

.../...

Deze beslissingen zijn vatbaar voor hoger beroep en herziening.

Op overtreding van de verplichtingen, door die beslissingen opgelegd, staan de straffen als in artikel 391bis van het Strafwetboek bepaald".

Artikel 69.

Het eerste lid leze men als volgt :

"Het jeugdbeschermingscomité, de jeugdrechtbank of de Minister van Justitie, al naar het geval, bepaalt welke bestemming zal worden gegeven aan het loon dat aan ingevolge deze wet uitbestede minderjarigen wordt toegekend

Artikel 70.

Het eerste lid leze men zo :

"Het jeugbeschermingscomité doet iedere door zijn bemiddeling uitbestede minderjarige ten minste tweemaal per jaar door een van zijn afgevaardigden bezoeken".

De woorden "de jeugdrechter" moeten worden vervangen door "de rechter in de jeugdrechtbank".

.../...

Artikel 74.

Het eerste lid van dit artikel zou juister als volgt worden geredigeerd :

"Hij die, buiten de gevallen vermeld in het Strafwetboek, de wet van 28 mei 1888 nopens de bescherming der kinderen gebezigd in rondreizende beroepen en de wet op de arbeid van vrouwen, jongelingen en kinderen, gecoördineerd op 28 februari 1919, een minderjarige beneden de volle leeftijd van achttien jaren bezigt voor werken die kennelijk zijn krachten te boven gaan, wordt gestraft met geldboete van 26 frank tot 200 frank".

Artikel 76.

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 76.-

Als dader van het feit dat door een minderjarige beneden de leeftijd van achttien jaren is gepleegd, wordt gestraft met gevangenisstraf van één dag tot zeven dagen met geldboete van 1 frank tot 25 frank, of met een van die straffen alleen :

1° hij die door de middelen vermeld in artikel 66, derde en vierde lid, van het Strafwetboek, deelneemt aan een als overtreding gesteld feit ;

2° hij die op dezelfde wijze deelneemt aan een feit dat het Boswetboek als misdrijf stelt".

.../...

Artikel 77.

Men leze : "In alle gevallen ... een als misdrijf gesteld feit ...".

Artikel 78.

De woorden "een als overtreding omschreven feit" moeten worden vervangen door de woorden "een als overtreding gesteld feit".

Artikelen 84 en 85.

Deze artikelen, waarin de bevoegdheden worden geregeld welke de kinderrechters blijven uitoefenen, zouden tot één artikel moeten worden verwerkt. Men vervange echter "Bij afwijking van" door "In afwijking" en "bij toepassing van" door "ingevolge".

---

a chambre était composée de

essieurs : J. SUETENS, premier président,
e Heren : eerste voorzitter,

G. HOIOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerandaise a été vérifiée sous le ontrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par .E.JOACHIM, auditeur général.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de E.JOACHIM, auditeur-generaal.

E GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) J.SUETENS.